GEAB
GlobalEuropeAnticipationBulletin
La lettre confidentielle de LEAP
Anticiper, c'est prévoir pour agir
I Août 2015

DOSSIER SPÉCIAL « LA GRÈCE DANS LE GEAB »

Extrait du GEAB No 40 / 15.12.2009

Printemps 2010 - Nouveau point d'inflexion de la crise systémique globale : Quand le nœud coulant des déficits publics va étrangler les états et les systèmes sociaux occidentaux

Selon LEAP/E2020, la crise systémique globale va connaître un nouveau point d'inflexion à partir du Printemps 2010. En effet, à cette date, les finances publiques des principaux pays occidentaux vont devenir ingérables parce qu'il deviendra simultanément évident que de nouvelles mesures de soutien à l'économie s'imposent au vu de l'échec des différents stimulus de 2009[1] et que l'ampleur des déficits budgétaires interdit tout nouvelle dépense significative.

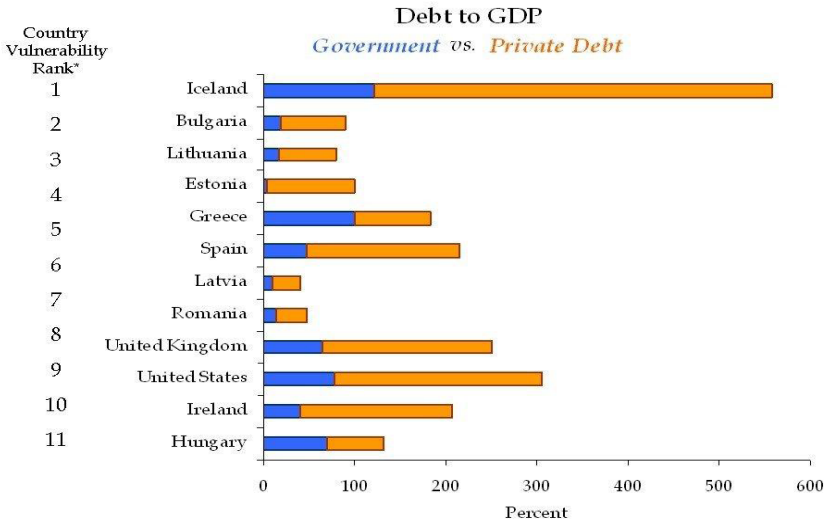
1 La consommation reste toujours atone aux Etats-Unis comme en Europe (malgré les fêtes de fin d'année). La soi-disant croissance chinoise (voir cette vidéo d'Al Jazeera très éclairante sur la réalité derrière les chiffres chinois) n'arrive même pas à stimuler un tant soit peu celle de son voisin nippon (ce qui serait un signe certain qu'il y a bien un redémarrage de l'économie chinoise) obligé d'être le premier grand pays à adopter un second plan de stimulation économique en moins de deux ans (source : Asahi Shimbun, 09/12/2009). En revanche la manipulation des statistiques bat des records d'activité : baisse « radicale » du chômage aux Etats-Unis alimentée par l'emploi précaire lié aux embauches des magasins avant les fêtes et par un mode de calcul toujours aussi « théorique » (source : Global Economic Trend Analysis, 04/12/2009), « Black Friday » dont les ventes ont encore baissé en valeur par rapport à l'année dernière (source : Reuters, 29/11/2009), chômage qui continue à grimper, et immobilier d'entreprise en chute libre en Europe (source : Les Echos, 10/12/2009, et une intéressante promenade visuelle à travers les immeubles de bureaux vides à Amsterdam réalisée par Taco Dankers), chiffre de la production industrielle chinoise « rassurant » en Novembre 2009 parce que comparé à la baisse radicale de Novembre 2008. Quels résultats fantastiques pour les centaines de milliards des plans de relance de l'année 2009 !

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

Si ce « nœud coulant » des déficits publics que les gouvernements se sont volontairement passés autour du cou en 2009, en refusant de faire assumer au système financier le prix de ses fautes[2], va peser lourdement sur l'ensemble des dépenses publiques, il va tout particulièrement affecter les systèmes sociaux des pays riches en appauvrissant toujours plus la classe moyenne et les retraités, tout en laissant les plus défavorisés à la dérive[3].

Parallèlement, le contexte de cessation de paiement d'un nombre croissant d'états et de collectivités locales (régions, provinces, états fédérés) va entraîner un double phénomène paradoxal de remontée des taux d'intérêts et de fuite hors des devises en direction de l'or. Devant l'absence d'une alternative organisée à un Dollar US toujours plus faible et afin de trouver une alternative à la perte de valeurs des bons du trésor (en particulier américains), les banques centrales du monde entier devront en partie se « reconvertir à l'or », le vieil ennemi de la Réserve fédérale US, sans pouvoir encore le déclarer officiellement. Le pari de la reprise ayant désormais été bel et bien perdu par les gouvernements et les banques centrales[4], ce point d'inflexion du Printemps 2010 va ainsi représenter le début du transfert massif des 20.000 milliards USD d' « actifs fantômes »[5] vers les systèmes sociaux des pays qui les ont accumulés.

Dans ce GEAB N°40, l'équipe de LEAP/E2020 développe ses analyses sur ces différents sujets tout en présentant l'évaluation détaillée de ses anticipations pour 2009 qui ont obtenu un score général de 72%[6]. Enfin, nos chercheurs dévoilent leurs recommandations, avec ce mois-ci en particulier : immobilier commercial, devises et revenus des expatriés.



Les dix premiers pays en termes de vulnérabilité au ratio Dette/PIB (en bleu : dette publique ; en orange : dette privée) - Source : Crédit Suisse, 03/2009

2 Et en croyant les banques qui leur ont dit que les sauver, c'était sauver l'économie.

3 Source : USAToday, 14/12/2009

4 Source : CNBC, 08/12/2009 ; Yahoo/Reuters, 27/11/2009

5 Les deux-tiers du montant global estimé par LEAP/E2020 il y a plus d'un an, qui ne se sont toujours pas évanouis en fumée sur les divers marchés financiers ou immobiliers de la planète.

6 C'est un score en baisse par rapport au 80% de 2008 mais qui reste très élevé, en particulier pour une année exceptionnelle, notamment par le degré d'intervention des acteurs publics et l'échelle sans précédent de leurs interventions multipliant les facteurs en jeu.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

L'actualité s'est vite chargée d'alimenter l'anticipation du GEAB N°39 qui indiquait que 2010 serait une année marquée par trois tendances dont l'une serait les cessations de paiement d'Etat[7] : de Dubaï à la Grèce, en passant par les discours de plus en plus inquiets des agences de notation sur les dettes américaine et britannique, ou par le budget draconien adopté par l'Irlande et les recommandations de la zone Euro pour la maîtrise des déficits publics, l'incapacité croissante des états à faire face à leurs dettes fait la une des médias. Pourtant, au sein de cette agitation médiatique, toutes les informations n'ont pas la même valeur : certaines ne sont que des élucubrations sur le « doigt » du proverbe chinois[8], quand d'autres traitent réellement de la Lune.

Au chapitre des élucubrations sur le « doigt », cette introduction du GEAB N°40 présente le cas des analyses sur Dubaï et sur la Grèce. […]

[…] Crise de la dette grecque : Petit problème pour Francfort et sévère avertissement pour Washington et Londres

Venons-en à la Grèce. Là, on retrouve une thématique semblable à celle que notre équipe avait dénoncée dans le GEAB N°33, en Mars 2009, au moment où la presse relayait massivement l'idée que l'Europe de l'Est allait emporter le système bancaire européen et l'Euro dans une crise majeure. Nous avions alors expliqué que cette « information » ne reposait sur rien de crédible et qu'elle n'était qu' « *une tentative délibérée de la part de Wall Street et de la City (2) de faire croire à une fracture de l'UE et d'instiller l'idée d'un risque « mortel » pesant sur la zone Euro, en relayant sans discontinuer de fausses informations sur le « risque bancaire venu d'Europe de l'Est » et en tentant de stigmatiser une zone Euro « frileuse » face aux mesures « volontaristes » américaines ou britanniques. L'un des objectifs est également de tenter de détourner l'attention internationale de l'aggravation des problèmes financiers à New-York et Londres, tout en affaiblissant la position européenne à la veille du sommet du G20* ».

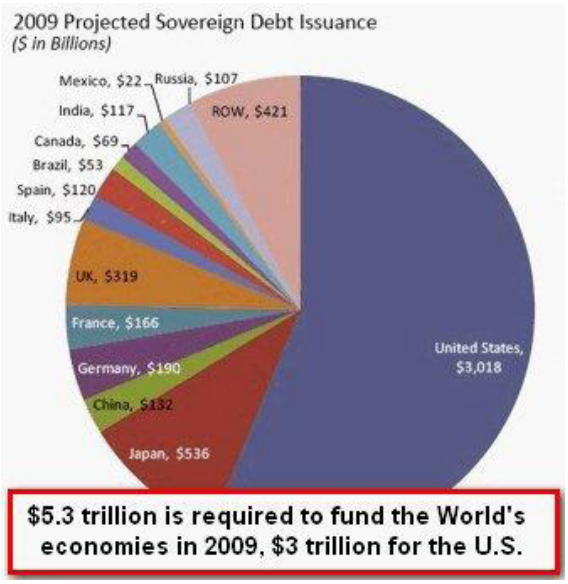
Le cas grec est assez similaire. Non pas qu'il n'y ait pas de crise des finances publiques grecques (elle est bien réelle), mais ses conséquences supposées sur la zone Euro sont surestimées alors que cette crise indique une tension croissante autour des dettes souveraines, talon d'Achille des Etats-Unis et du Royaume-Uni[9].

7 Pour le volet « pression fiscale », Londres et Dublin viennent déjà d'ouvrir le bal (Sources : Times, 06/12/2009 ; Irish Times, 11/12/2009).

8 « Quand le sage désigne la Lune, l'idiot regarde le doigt ».

9 Et du Japon dans une moindre mesure.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique



Emission de nouvelles dettes souveraines en 2009 (en milliards USD) - Source : PhoenixProject, 07/2009

Tout d'abord, il faut rappeler que la Grèce reste le pays par excellence qui a mal géré son accession à l'UE. Depuis 1982, les différents gouvernements grecs n'ont fait qu'utiliser l'UE comme une source inépuisable de subventions, sans jamais parvenir à moderniser les structures économiques et sociales du pays. Avec près de 3% du PIB provenant directement de Bruxelles en 2008[10], la Grèce est en fait un pays sous perfusion européenne depuis près de trente ans. La dégradation actuelle des finances publiques du pays n'est donc qu'une étape supplémentaire dans une longue évolution. Les responsables de la zone Euro savent depuis longtemps que le problème grec surviendrait un jour.

Mais le pays pesant 2,5% du PIB de la zone Euro (et 1,9% de celui de l'UE), nous sommes loin d'un grave danger pesant sur la monnaie unique européenne et sur la zone Euro. A titre d'exemple, la cessation de paiement de la Californie (12% du PNB US) est infiniment plus porteuse de déstabilisation du Dollar et de l'économie américaine. D'ailleurs, puisque l'ont trouve souvent sous les mêmes plumes une liste exhaustive de tous les pays de la zone Euro faisant face à une grave crise de leurs finances publiques (Espagne, Irlande, Portugal auxquels nous rajoutons la France et l'Allemagne), il faut être complet et indiquer qu'aux Etats-Unis, outre l'état fédéral techniquement en faillite[11] si la Fed n'imprimait des Dollars en quantité illimitée pour acheter directement et indirectement des Bons du Trésor émis dans des proportions identiques, et outre la Californie (état le plus riche de l'Union oscillant au bord du gouffre depuis des mois), on trouve désormais 48 Etats sur 50 en déficits budgétaires croissants[12]. Comme le résume le titre de l'éditorial du 14 Décembre de Stateline, le site américain spécialisé sur les états et les collectivités locales US, « Des scénarios de cauchemar hantent les Etats », c'est l'ensemble des états des Etats-Unis qui a peur d'entrer en cessation de paiement en 2010/2011.

10 Source : La Croix, 05/10/2009

11 Source : New York Times, 22/11/2009

12 Source : CBPP, 19/12/2009

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

Et la zone Euro, qui a les plus importantes réserves d'or de la planète[13], rassemble également des pays qui ont accumulé des excédents budgétaires jusqu'à l'année dernière, un commerce extérieur toujours excédentaire et une banque centrale qui n'a pas transformé son bilan en réservoir à actifs « pourris ou fantômes » (comme l'a fait la Fed depuis 18 mois). Donc, si la crise des finances publiques grecques indique bien quelque chose, ce n'est pas tant la situation de la Grèce ou une problématique spécifique à la zone Euro, mais un problème plus général qui va s'aggraver fortement en 2010 : le fait que les obligations d'Etat forment désormais une bulle sur le point d'exploser (plus de 49.500 milliards USD au niveau mondial, soit une hausse de 45% en 2 ans)[14]. Les dégradations de notation effectuées par les agences américaines de notation dans la foulée de la crise de Dubaï indiquent que, comme toujours, ces agences ne savent (ou ne peuvent) pas anticiper ce type d'évolution. Souvenons-nous qu'elles n'avaient rien vu venir dans la crise des subprimes ou dans l'effondrement de Lehman Brothers et AIG, ni d'ailleurs dans celui de Dubaï. Comme elles sont dépendantes du gouvernement US[15], elles ne peuvent pas bien entendu directement mettre en cause le duo au cœur du système financier actuel (Washington et Londres). Cependant, elles indiquent la direction d'où va venir le prochain grand choc, les obligations d'Etat … et dans ce domaine, les deux états les plus exposés sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Il est d'ailleurs très instructif de constater que le discours de ces agences évolue subtilement. En quelques semaines on est passé de la sempiternelle explication qui ferait que la qualité intrinsèque des économies et de la gestion de ces deux pays[16] élimine tout risque de défaut de paiement de la part de leurs gouvernements respectifs à un rappel qu'il allait falloir dès 2010 démontrer cette qualité et ces aptitudes gestionnaires afin de garder le fameux Triple A qui permet d'emprunter à moindre coût[17]. Si même les agences de notation commencent à demander des preuves, c'est que les choses vont vraiment très mal.

Pour conclure sur le cas grec, notre équipe considère que la situation actuelle est triplement positive pour la zone Euro :

. elle l'oblige à considérer sérieusement les mesures de solidarité à mettre en œuvre dans ce type de situation. Les observateurs vont ainsi devoir faire un choix clair : soit ils traitent la Grèce comme un pays isolé, soit ils la traitent comme une composante de la zone Euro. Mais ils ne peuvent pas faire les deux à la fois, additionnant la faiblesse de la Grèce isolée avec un affaiblissement de la zone Euro à cause de la Grèce.

. elle oblige enfin les autorités grecques à faire une opération « Vérité » sur l'état des finances de leur pays et va permettre à l'UE de pousser les réformes nécessaires notamment pour réduire fortement la corruption et le clientélisme endémiques[18].

---

13 Ainsi, entre les banques centrales nationales et la BCE, la zone Euro possède 10.900 tonnes d'or et les Etats-Unis seulement 8.133 tonnes (source : FMI/Wikipedia, 11/2009). Ou, pour être plus précis : le Trésor américain déclare que les Etats-Unis possèdent une telle quantité d'or, sachant qu'aucun audit indépendant sur le montant exact des réserves d'or US n'a été effectué depuis plus de quarante ans. Nous reviendrons d'ailleurs plus en détail sur le sujet du montant réel des réserves d'or US dans le prochain GEAB (N°41) puisque notre équipe considère qu'en 2010, face à l'explosion de la bulle des obligations d'Etat, l'or va redevenir une nécessité incontournable pour les banques centrales.

14 Sources : DailyMarkets, 24/11/2009 ; Telegraph, 30/11/2009 ; Forbes, 24/11/2009

15 Légalement et même financièrement, voir GEABs précédents.

16 On touche parfois au surréalisme le plus absolu en lisant les considérations de ces agences.

17 Source : Wall Street Journal, 08/12/2009

18 Source: Financial Times, 12/11/2009

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

. elle devrait servir d'exemple aux gouvernements européens (et autres) qui manipulent de plus en plus les statistiques économiques et sociales, en démontrant que ces manipulations ne font que plonger les pays plus avant dans la crise. Nous sommes hélas plus dubitatifs sur cette idée que d'autres dirigeants suivraient l'exemple du Premier Ministre grec ; en tout cas pas avant des changements de gouvernement au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, en France ou en Allemagne par exemple.

Extraits du GEAB No 42 / 15.02.2010

Les cinq caractéristiques qui font du « cas grec » l'arbre avec lequel on essaye de cacher la forêt

Venons-en maintenant au « cas grec » qui agite les médias et les experts depuis quelques semaines. Mais avant d'entrer dans le détail des évolutions à l'oeuvre, précisons tout de suite cinq points essentiels de notre anticipation en la matière :

- comme indiqué dans nos anticipations pour l'année 2010, parues dans le GEAB N°41, le problème grec aura disparu des radars médiatiques internationaux d'ici quelques semaines. C'est l'arbre utilisé pour cacher à la fois une forêt bien plus dangereuse de dettes souveraines (celles de Washington et Londres), et le début de rechute de l'économie mondiale, Etats-Unis en-tête[19].
- le problème grec est une question interne à la zone Euro et à l'UE et la situation actuelle offre une occasion unique aux dirigeants de la zone Euro d'obliger enfin la Grèce (pays qu'on qualifie d' « élargissement raté » depuis 1982) à sortir de sa féodalité politique et économique. Les autres pays de la zone Euro, Allemagne en tête, vont tout faire pour obliger les élites grecques à adapter leur pays au XXI° siècle en échange de leur aide. Ce faisant, jouant du fait que la Grèce ne représente que 2,5% du PNB de la zone Euro[20], ils explorent les mécanismes de stabilisation en temps de crise dont la zone Euro a besoin[21].
- Les dirigeants et les médias anglo-saxons utilisent la situation (comme l'année dernière avec le soi-disant tsunami bancaire venu d'Europe de l'Est qui allait emporter la zone Euro[22]) pour masquer l'évolution catastrophique de leurs économies et de leurs dettes publiques, et pour tenter d'affaiblir l'attractivité de la zone Euro à un moment où USA et Royaume-Uni ont un mal croissant à attirer les capitaux dont ils ont un besoin urgent. Parallèlement, Washington et Londres (qui, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, est totalement exclu de la

19 Depuis quatre ans, notre équipe expose régulièrement les aberrations du système de mesure du PNB US ; nous ne reviendrons donc pas ici sur cet aspect très « grec » des statistiques américaines. Pour ce qui est de l'évolution de l'économie américaine dans les prochains mois, il suffit de constater que l'indice sectoriel du tonnage des transporteurs routiers est en chute libre en Janvier 2010, comme il l'avait été en fin de premier semestre 2008. Source : USAToday, 11/02/2010

20 Voir le graphique ci-dessous pour ramener le « cas grec » à de justes proportions en matière de PIB de la zone Euro.

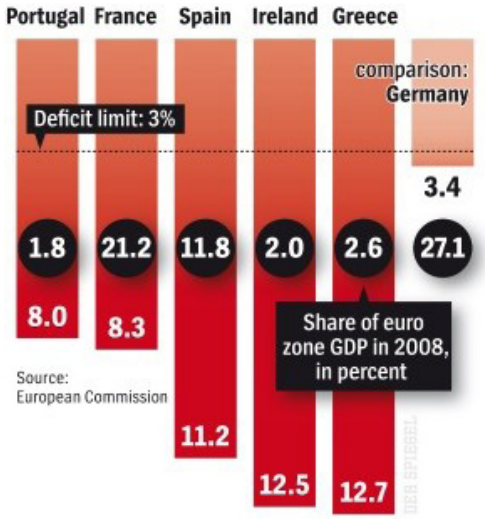
21 Et dont le GEAB souligne la nécessité depuis quatre ans, ainsi que le large soutien public (à plus de 90% en moyenne d'après les GlobalEuromètres mensuels) dont bénéficierait une gouvernance économique de la zone Euro.

22 Nous rappelons à ce sujet que le GEAB n°33, au Printemps 2008, avait été l'un des rares médias a dénoncer le caractère mensonger et manipulateur de la grande peur d'un « tsunami bancaire » venu d'Europe de l'Est et qui était supposé emporter le système bancaire de la zone Euro. A l'époque, l'Euro avait plongé à des niveaux bien plus bas que ceux d'aujourd'hui … pour se relever quelques semaines plus tard. Nous invitons d'ailleurs ceux qui souhaitent bien comprendre la situation médiatique actuelle à relire le communiqué public du GEAB N°33.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tous droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

gouvernance de l'Euro) seraient ravis de voir le FMI, qu'ils contrôlent parfaitement[23], s'introduire dans la gouvernance de la zone Euro.

- Les dirigeants de la zone Euro sont actuellement ravis de voir l'Euro baisser à 1,35 par rapport au Dollar. Ils savent très bien que ce n'est pas durable puisque le problème tendanciel est l'effondrement de la valeur du Dollar (et de la Livre sterling), mais ils apprécient ce « ballon d'oxygène » pour les exportateurs.
- Les spéculateurs (hedge-funds et autres) et les banques largement engagés en Grèce[24] ont un intérêt conjoint à essayer de provoquer un soutien financier rapide de l'Eurozone à la Grèce car, si jamais les Européens refusent de se ruer sur le chéquier (à la manière scandaleuse d'un tandem Paulson-Geithner avec AIG et l'ensemble de Wall Street en 2008/2009), les agences de notation leur auront involontairement joué un sale tour. En effet, la dégradation des notes de la Grèce plonge ce petit monde dans les affres de pertes financières importantes si, pour les banques, la valeur de leurs prêts à la Grèce se trouve diminuée d'autant ou si leurs paris contre l'Euro ne fonctionnent pas à terme[25].



Comparaison 2009 des déficits et des parts du PIB de la zone Euro du Portugal, de l'Irlande, de la Grèce, de l'Espagne, de la France et de l'Allemagne - Source : Spiegel / Commission européenne, 02/2010

Goldman Sachs comme acteur de tragédie grecque … et des prochaines faillites souveraines

Dans le « cas grec », comme dans toute aventure à suspens, il faut un « méchant » (ou pour reprendre la logique de la tragédie antique, un « deus ex machina »). Or, dans cette phase de la crise systémique globale, le rôle du « méchant » est en général tenu par les grands banques d'investissement de Wall Street, et plus particulièrement par leur chef de file, Goldman Sachs. Et le « cas grec » n'échappe pas à la norme puisqu'il apparaît que la banque d'affaire new-yorkaise a été directement impliquée dans le tour de passe-passe budgétaire qui a permis à la Grèce

23 Et le fait qu'un Français soit à sa tête ne change rien à cette situation.

24 Sources : Le Figaro, 12/02/2010

25 Cela dit, en la matière, la manipulation médiatique est remarquable. Ces derniers jours, on a vu/lu/entendu un peu partout que des sommes énormes étaient engagées contre l'Euro (pariant l'Euro à la baisse) … soit huit milliards de Dollars US. En fait de « sommes énormes », c'est une goutte d'eau dans l'océan du marché mondial des changes qui chaque jour se monte à plusieurs centaines de milliards USD. Source : Financial Times, 08/02/2010

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

de se qualifier pour entrer dans l'Euro alors que ses déficits budgétaires réels auraient dû la disqualifier. Et oui ! C'est Goldman Sachs qui, en 2002, a mis sur pieds un de ces montages financiers astucieux dont elle a le secret[26] et qui, de manière presque systématique désormais, se retournent quelques années plus tard contre le client lui-même. Mais, qu'importe du moment que GS (Goldman Sachs) a pu accroître son profit !

Dans le cas grec, ce que la banque d'affaire a proposé était très simple : monter un prêt invisible du point de vue budgétaire (accord Swap) qui permettait de réduire fictivement l'ampleur du déficit public grec[27]. La responsabilité des dirigeants grecs de l'époque est bien entendu totalement engagée et ils devraient, selon LEAP/E2020, être soumis à des enquêtes politiques et judiciaires grecques comme européennes pour avoir trompé l'UE et leurs propres citoyens dans le cadre d'un processus historique majeur, la création de la monnaie unique européenne.

Mais, soyons très explicite, la responsabilité de la banque d'affaire new-yorkaise (pour complicité) l'est tout autant, surtout quand on sait que le vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs à l'époque était un certain Mario Draghi[28], actuel président de la Banque Centrale d'Italie et actuel candidat[29] à la succession de Jean-Claude Trichet à la tête de la Banque Centrale Européenne[30].

Sans préjuger du rôle de M. Draghi dans l'affaire du prêt manipulateur de statistiques à la Grèce[31], on peut se demander s'il ne serait pas utile de le questionner sur ce sujet[32]. En démocratie, la presse[33] comme les parlements (en l'occurrence, grec et européen) sont censés se charger de cette tâche. Etant donnée l'importance prise par GS dans les affaires financières mondiales ces dernières années, rien de ce que cette banque fait ne devrait laisser indifférents les gouvernements et les législateurs. C'est d'ailleurs Paul Volcker, l'actuel patron des conseillers économiques de Barack Obama, qui est devenu l'un des censeurs les plus stricts des activités de Goldman Sachs[34]. Or, comme nous avions déjà eu l'occasion de l'écrire au moment de l'élection de l'actuel président américain, c'est la seule personne dans son entourage qui possède une expérience et une aptitude à prendre les mesures difficiles[35] et qui, en l'occurrence, sait de quoi, ou plutôt de qui, il parle.

---

26 Dans le même esprit hautement constructif pour les pays où elle exerce que celui qui l'a conduit aux Etats-Unis en 2006/2007 à jouer à la baisse pour son propre compte les produits financiers basés sur l'immobilier qu'elle vendait à ses clients.

27 Sources : Spiegel, 08/02/2010 ; Le Temps, 13/02/2010 ; Reuters, 09/02/2010

28 Pendant la préparation de l'entrée de l'Italie dans l'Euro, il était directeur général du Trésor italien. Sources : Banque d'Italie ; Wikipedia ; Goldman Sachs.

29 Très activement soutenu par les milieux financiers londoniens et américains comme nous nous en étions déjà fait l'écho, il y a quelques mois, dans notre bulletin… et bien entendu par Silvio Berlusconi. Source : Sharenet/Reuters, 10/02/2010

30 Son concurrent le plus sérieux est Axel Weber, actuel patron de la Bundesbank.

31 Quoiqu'il serait étonnant que le patron pour l'Europe de la banque en charge d'un prêt destiné à masquer une partie du déficit public d'un pays, et lui-même ancien patron du Trésor d'un pays voisin, ne soit pas au courant de l'opération.

32 Et, au vu de ses responsabilités passées, on ne peut qu'apprécier son sens de l'humour lorsqu'il appelle à un renforcement de la gestion économique de la zone Euro. Source : Les Echos, 13/02/2010

33 Qui se contente pour l'instant de recopier les articles anglo-saxons faisant jouer au cas grec le rôle du « tombeur des marchés mondiaux », et qui répète à longueur d'article que l'Euro tombe … alors qu'il est à un niveau que cette même presse estimait impossible à atteindre il y a seulement quatre ans.

34 Source : Reuters, 12/02/2010

35 Il appartient à ces générations d'Américains qui ont construit l' « empire US » d'après-guerre, qui savent sa fragilité et qui connaissent parfaitement son mode d'emploi, à la différence des Summers, Geithner et autres Rubin. Notre équipe fait rarement de compliments à Barack Obama, mais s'il continue à écouter des gens comme Paul Volker, il est indéniablement dans la bonne direction.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

Dans cette même logique, et avec l'illustration du rôle néfaste de Goldman Sachs et des grandes banques d'affaires en général, en matière de transparence des activités financières et budgétaires publiques, LEAP/E2020 estime qu'il serait très utile à l'Union Européenne et à ses cinq cents millions de citoyens, d'interdire l'accès de toutes les fonctions dirigeantes financières, budgétaires et économiques (BCE, commission, banques centrales nationales) aux anciens responsables de ces mêmes banques d'affaires[36]. La confusion des genres ne peut mener qu'à une plus grande confusion des intérêts publics et privés, qui ne peut se faire qu'au détriment de l'intérêt public européen.

Pour commencer, la zone Euro pourrait d'ailleurs demander dès aujourd'hui au gouvernement grec d'arrêter de recourir aux services de Goldman Sachs puisque d'après le Financial Times du 28/01/2010, Athènes continue toujours à recourir à leurs services. Si le patron de Goldman Sachs se prend pour « Dieu » comme il l'a dit dans une récente interview[37], il est sage de supposer que sa banque et ses homologues peuvent se comporter comme des diables, et donc de se prémunir en conséquence. Ce conseil, selon notre équipe, est valable pour l'Europe mais aussi pour tous les autres continents. Il y a des « services privés » qui vont contre l' « intérêt collectif » : demandez aux citoyens grecs et aux propriétaires américains de maisons saisies par les banques !

En conclusion, notre équipe propose un jeu édifiant à ceux qui veulent savoir où se trouve la prochaine crise de dette souveraine : cherchez quel état a eu recours à Goldman Sachs ces dernières années, et vous aurez une piste sérieuse[38] !

Extrait du GEAB No 44 / 15.04.2010

Crise systémique globale / USA-UK - Le couple explosif de la seconde moitié 2010 : Eté 2010, la bataille de la Banque d'Angleterre / Hiver 2010, la Fed face au risque de faillite

Comme l'avait anticipé LEAP/E2020 il y a déjà plusieurs mois, et contrairement à ce qu'ont raconté la plupart des médias et des « experts » au cours des dernières semaines, la Grèce a bien l'Eurozone pour lui apporter soutien et crédibilité (notamment en matière de future bonne gestion, seule garante d'une sortie du cycle infernal des déficits publics croissants[39]). Il n'y aura donc pas de cessation de paiement grecque même si l'agitation autour de la situation grecque est bien l'indicateur d'une prise de conscience croissante que l'argent est de plus en plus difficile à trouver pour financer l'immense endettement public occidental : un processus désormais « insoutenable » comme le souligne un récent rapport de la Banque des Règlements Internationaux. Le bruit

36 Notre équipe sait, pour en avoir connu, qu'il y eut une époque, il y a une trentaine d'années, où les banquiers d'affaires savaient intervenir en ayant à l'esprit l'intérêt à long terme de leurs clients. Cette époque est bien révolue et ils n'ont désormais en vue que leur propre intérêt à court terme. Il faut donc en tirer toutes les conséquences et leur interdire l'accès aux fonctions publiques-clés, plutôt que de prétendre réformer leur comportement. S'il y avait des enfants-banquiers d'affaires (comme il y a des enfants-soldats), on pourrait espérer en sauver certains de leur addiction aux profits à court terme ; mais pour les banquiers d'affaires adultes, c'est bien trop tard.

37 Source : Times, 08/11/2009

38 Du côté du secteur privé, demandez à Lehman Brothers, AIG, … ils pourront confirmer que c'est un bon indice.

39 C'est le type de contrainte que le Royaume-Uni va devoir s'imposer tout seul après les prochaines élections ou bien via une intervention directe du FMI ; et que les Etats-Unis sont incapables de s'imposer sans qu'une crise majeure affecte leur dette publique.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

fait autour de la Grèce par les médias, anglais et américains en particulier, aura tenté de cacher à la plupart des acteurs économiques, financiers et politiques le fait que le problème grec n'était pas le signe d'une prochaine crise de la zone Euro[40], mais en fait un indice avancé du prochain grand choc de la crise systémique globale, à savoir la collision entre, d'une part, la virtualité des économies britannique et américaine fondées sur un endettement public et privé insoutenable et, d'autre part, le double mur de la maturité des emprunts venant à échéance à partir de 2011 cumulée à la pénurie globale de fonds disponibles pour se refinancer à bon marché.

Comme nous l'avons expliqué dès Février 2006 lors de notre anticipation sur son imminence, il ne faut pas oublier que la crise actuelle trouve son origine dans l'effondrement de l'ordre mondial créé après 1945, dont les Etats-Unis ont été le pilier, secondé par le Royaume-Uni. Aussi, pour comprendre la portée réelle des évènements générés par la crise (comme le cas grec par exemple), il convient de rapporter leur signification aux faiblesses structurelles qui caractérisent le cœur du système mondial en pleine déliquescence : ainsi, pour notre équipe, le « doigt grec » ne montre pas tant l'Eurozone que les dangers explosifs des besoins exponentiels de financement du Royaume-Uni et des Etats-Unis[41].

Extrait du GEAB No 55 / 15.05.2011

Quand Athènes vise à cacher Londres et Washington

La Grèce est de retour en une des médias anglo-saxons. Alors, comme l'année dernière à la même époque, il faut chercher non pas la « femme » mais « la poutre dans l'œil » de Washington ou de Londres. L'année dernière, la « crise grecque » avait été utilisée pour détourner l'attention du risque majeur britannique incarné par une situation budgétaire explosive et une situation politique dangereuse (avec des élections sans parti majoritaire). L'opération avait réussi à éviter que le monde se rende compte que le Royaume-Uni s'était « FMIsé » tout seul comme l'a montré la mise en place d'un plan de coupes budgétaires drastiques dans les trimestres qui ont suivi, que même le FMI version 2011 (moins idéologique qu'il y a quelques années) aurait hésiter à imposer à la Grande-Bretagne. Mais c'était une victoire à la Pyrrhus sur deux aspects essentiels. D'une part, elle avait poussé l'Euroland a réalisé un coup d'état au sein de l'Union Européenne, marginalisant définitivement le Royaume-Uni et précipitant l'émergence d'un « nouveau sou-

40 Non seulement la peur diffusée à longueur d'interviews d'experts était sans fondement, mais en plus le cas grec a bien servi à pousser la zone Euro à se doter des instruments et procédures qui lui manquaient en matière de gouvernance. Et nous ne mentionnons même pas l'évidente frustration de nombreux commentateurs et experts qui auraient rêvé de voir l'Allemagne refuser sa solidarité et/ou qui faisaient du cas grec la preuve de leurs théories économiques sur les zones monétaires. A ce sujet, l'équipe de LEAP/E2020 souhaite rappeler son opinion : les théories économiques, que ce soit sur les zones monétaires ou sur d'autres sujets, ont autant de valeur que les horoscopes. Elles ne disent rien sur la réalité mais tout sur l'esprit de leurs auteurs et de ceux qu'ils « ciblent » avec leurs analyses. Une zone monétaire n'existe et ne dure que s'il y a une volonté politique forte et pérenne de partager un destin commun : ce qui est le cas de l'Eurozone. Pour le comprendre, il faut s'intéresser à l'Histoire et non pas à l'économie. Ainsi, pour éviter de répéter à longueur d'articles ses préjugés de baby-boomer et ses dogmes théoriques, un prix Nobel d'économie comme Paul Krugman ferait mieux d'étudier l'Histoire. Cela permettrait aux lecteurs du New York Times et des nombreuses autres publications qui le reprennent dans le monde entier de cesser de se focaliser à tort sur les quelques arbres qui cachent la forêt.

41 Comme nous l'avons souvent rappelé depuis plus d'un an, il est bien évident que la zone Euro possède aussi des pays qui font face à des besoins de financement très importants et cela contribue justement à créer un environnement difficile pour le refinancement de toute dette publique importante. Or, les deux « champions » toute catégorie en matière de besoins de financement/refinancement sont les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

verain » qui s'étoffe chaque trimestre un peu plus en terme de processus de gestion de crise financière et de gouvernance[42]. D'autre part, la « FMIsation » de la politique britannique[43], habillée d'un concept vide de sens comme la « Grande Société » de David Cameron, s'avère un an plus tard un échec social, économique et budgétaire : le fait qu'au premier trimestre 2011, la Grèce, affligée de toutes les tares par la presse anglo-saxonne, a réalisé une croissance supérieure à celle du Royaume-Uni, voilà ce sur quoi devraient titrer les médias ! Ainsi, selon notre équipe, le grand retour de la Grèce dans les médias financiers, y compris avec des concepts aussi aberrants que la sortie de la Grèce de la zone Euro, est signe d'une nouvelle crise grave au Royaume-Uni, et cette fois-ci aux Etats-Unis également car les médias américains sont très en pointe sur le sujet. Nous avons déjà identifié dans les GEAB précédents l'évènement américain à camoufler : il s'agit de l'impossible fin du QE2 (voir précédemment ses conséquences sur les Bons du Trésor US et le Dollar[44]).

Pour le Royaume-Uni, c'est une sorte de retour à la situation ex-ante de mai 2010, mais dans un état bien pire car toutes les cartouches ont été tirées. Il y a à nouveau une crise politique suite à l'effondrement des Lib-Dem, partenaires des Conservateurs dans la coalition actuellement au pouvoir. Les Libéraux-Démocrates viennent de comprendre qu'ils ont été les « dindons de la farce »[45] et vont refuser dorénavant de cautionner les mesures budgétaires les plus dures du gouvernement Cameron. L'ambiance politique britannique s'oriente donc à nouveau vers l'instabilité chronique qui avait été évitée de justesse en mai dernier ; y compris désormais une perspective d'éclatement du pays avec la perspective d'un probable référendum sur l'indépendance de l'Ecosse suite au raz-de-marée électoral des indépendantistes écossais[46]. Et désormais l'instabilité sociale s'est installée, illustrée par l'immense manifestation d'avril dernier si peu couverte par les médias alors qu'on a pu constater combien une manifestation de faible importance à Athènes faisait à nouveau la une partout. Parallèlement tous les chiffres macro-économiques se détériorent[47] et les besoins de financement public ne régressent pas, orientant le pays vers un nouveau risque de crise de la dette publique. Le second semestre 2011 verra certainement de nouveaux rebondissements dans la crise des dettes publiques de la périphérie de l'Eu-

---

42 Nous rappelons que notre équipe ne fait qu'analyser objectivement les faits. Le fait d'apprécier ou non l'intégration européenne et la monnaie unique n'ont rien à voir en la matière. Ceux qui prédisaient l'éclatement de la zone Euro ont eu tort et se trompent chaque jour un peu plus puisque, au contraire, l'Euroland est désormais équipé pour résister à la crise financière (alors qu'il était sans défense il y a une année seulement). D'ailleurs, nous soulignons que ceux qui ont suivi nos conseils de Mai dernier concernant l'évolution du cours Euro-Dollar ne peuvent que s'en féliciter alors que ceux qui ont écouté les « anti-Euros » et leurs pronostics d'un Euro pour un Dollar ont perdu beaucoup d'argent. Pour conclure ce thème, nous soulignons que, selon LEAP/E2020, il n'y a aucun risque d'éclatement de l'Euroland à moyen ou long terme. Le vrai risque en Europe et dans l'Euroland en particulier est un risque démocratique dans la seconde moitié de cette décennie ; mais pas un risque monétaire. Même les mouvements d'extrême-droite se rallieront à l'Euro car « Paris vaut bien une messe » et car ils n'ont aucune politique économique crédible. Ils endosseront celle de la technostructure en place ; comme toujours. Pour le reste, chacun peut continuer à refuser de regarder la réalité en face et continuer à croire aux vieilles lunes qui le rassurent ou lui permettent de sombrer dans la nostalgie de sa jeunesse incarnée par le Franc, le Mark, la Lire ou le Florin. Pourtant une jeunesse incarnée par une monnaie ne devrait pas porter à tant de nostalgie !

43 D'ailleurs David Osborne, le ministre britannique des finances se dit désormais très heureux que le Royaume-Uni soit intégré au groupe de sept pays censés être « scrutés » par le FMI. Au moins, les choses deviennent plus claires ! Sources : Independent, 16/04/2011 ; Journal des Finances, 16/04/2011

44 Comme nous l'avons souligné depuis plusieurs années, il n'y a pas que l'Euro qui va bénéficier de la fin de l'hégémonie du Dollar US. Le Real brésilien, le Rouble russe et la Roupie indienne en seront aussi les grands gagnants comme le reconnaissent maintenant les « experts » et les médias qui n'en croyaient rien il y a encore trois ans. Source : Spiegel, 10/05/2011

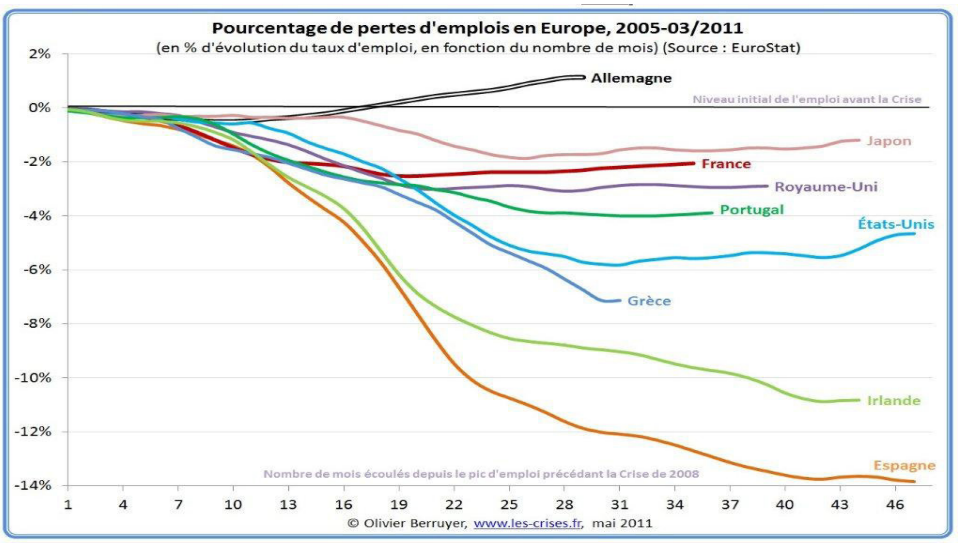
45 Source : New York Times, 11/05/2011

46 Source : Irish Times, 07/05/2011

47 Source : The Independent, 28/04/2011

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

roland. Mais comme nous l'avons indiqué dans le GEAB N°50, la principale conséquence en sera la décision par l'Euroland de faire payer une partie des coûts par les investisseurs, banques comprises. Mais nous insistons sur le fait que les têtes de file des pays qui vont contribuer à cette fusion explosive de la crise au second semestre seront non pas la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, mais les Etats-Unis[48], le Royaume-Uni et le Japon (qui est désormais également en première ligne du choc à venir, coincé entre sa récession post-tsunami et son endettement public faramineux sans aucun leadership politique crédible[49]).



Pourcentage des pertes d'emploi en Europe et aux Etats-Unis (2005-03/2011) (en % d'évolution du taux d'emploi, en fonction du nombre de mois) - Sources : Berruyer-LesCrises, Eurostat, 05/2011

Extrait du GEAB No 57 / 15.09.2011

Crise grecque et Euro : état des lieux de la vaste opération de manipulation en cours

Mais, revenons donc à la Grèce et ce qui commence à être un « antique scénario très répétitif [50]», dont nous avons déjà expliqué qu'il revenait sur le devant de la scène médiatique chaque fois que Washington et Londres entraient dans de graves difficultés[51]. D'ailleurs, comme par hasard,

48 Y compris les faillites d'Etats et de villes. Il suffit de constater que MarketWatch du 13/05/2011 compare désormais Las Vegas à Détroit, ou bien de découvrir avec l'Herald Tribune du 12/05/2011 que les villes « font la manche » auprès des fondations en tout genre, pour mesurer la fragilité croissante de tout le tissu des collectivités locales américaines ; et se poser du même coup, concernant le second article, la puissance réelle d'un Etat qui voit autant d'acteurs économiques échapper aux impôts.

49 Il faut noter que ce sont ces trois mêmes caractéristiques qui se retrouvent dans les cas japonais, britannique et américain : endettements et déficits publics faramineux, récession et absence de leadership politique crédible (c'est-à-dire compétent et disposant des moyens d'agir). C'est un cocktail explosif pour les trimestres à venir.

50 Tous les 3 ou 4 mois, on a une « bouffée » de crise grecque/fin de l'Euro, qui s'évanouit aussi vite qu'elle est arrivée quand tout le monde constate qu'in fine il ne se passe rien d'autre que la poursuite du processus tortueux de décision de l'Euroland et de la lente sortie de la Grèce de son « trou noir budgétaire ». Les déclencheurs varient bien entendu car sinon le public ne marcherait plus : un trimestre on va utiliser « la révolte des Grecs contre l'austérité » pour expliquer que tout va s'enflammer … y compris l'Euro (les enchaînements qui conduisent d'Athènes à l'ensemble de l'Euroland sont toujours très vagues ou simplistes, mais peu importe puisque les journalistes ne se posent pas de questions) ; le trimestre suivant, comme cet été par exemple, on utilisera une chute des bourses mondiales pour désigner un coupable …. la Grèce … mille fois plus importante bien entendu que des événements aussi insignifiants que l'entrée des USA en récession ou la dégradation de la note US ! Et ainsi de suite. Les dieux grecs sont décidément toujours bien vivants et très puissants pour parvenir à faire trembler le monde de cette manière.

51 Voir cet extrait du GEAB N°51

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

l'été a été catastrophique pour les Etats-Unis qui sont désormais entrés en récession[52], qui ont vu leur note financière dégradée (un événement jugé impensable par la totalité des « experts » il y a seulement six mois) et qui ont exposé au monde étonné l'état de paralysie générale de leur système politique[53], tout en étant incapables de mettre en place la moindre mesure sérieuse de réduction de leurs déficits[54]. Parallèlement, le Royaume-Uni s'enfonce dans la dépression[55] avec des émeutes d'une rare violence, une politique d'austérité qui échoue à maîtriser les déficits budgétaires[56] tout en plongeant le pays dans une crise sociale sans précédent[57] et une coalition au pouvoir qui ne sait même plus pourquoi elle gouverne ensemble sur fond du scandale des collusions entre dirigeants politiques et l'empire Murdoch. Aucun doute, avec un tel contexte, tout était mûr pour une relance médiatique de la crise grecque et de son corollaire, la fin de l'Euro !

Si LEAP/E2020 devait résumer le scénario « façon Hollywood » ou « FoxNews »[58], on aurait le synopsis suivant : « *Pendant que l'iceberg US est en train de percuter le Titanic, l'équipage entraîne les passagers à la recherche de dangereux terroristes grecs qui auraient posé des bombes à bord !* » En terme de propagande, la recette est connue : elle consiste à faire diversion pour permettre d'abord de sauver les passagers qu'on veut (les élites informées qui savent très bien qu'il n'y a pas de terroristes grecs à bord) puisque tout le monde ne pourra pas être sauvé ; et ensuite, de masquer le plus longtemps possible la vraie nature du problème pour éviter une révolte à bord (y compris d'une partie de l'équipage qui croit sincèrement qu'il y a bien des bombes à bord). Pour se concentrer sur le fond, on doit souligner que les « promoteurs » d'une crise grecque qui serait une crise fatale pour l'Euro passent leur temps à répéter cela depuis maintenant près de deux ans sans que quoique ce soit de leurs prévisions ne se réalise[59] (mis à part continuer à parler du sujet).

Les faits sont têtus : malgré ce déchaînement médiatique qui aurait emporté nombre d'économies ou de monnaies[60], l'Euro est stable, l'Euroland a fait des bonds de géant en matière d'intégration[61] et s'apprête à franchir de nouvelles étapes encore plus spectaculaires[62], les pays émergents continuent à se diversifier hors des Bons du Trésor US et à acheter des dettes de l'Euroland, et la sortie de la Grèce de la zone Euro est toujours totalement inenvisageable hormis dans

---

52 Sources : MarketWatch, 14/09/2011 ; New York Times, 13/09/2011 ; USAToday, 07/09/2011 ; La Tribune, 05/09/2011 ; Mish's, 29/08/2011 ; USAToday, 29/08/2011 ; CNBC, 17/06/2011

53 Cela n'a pas dû surprendre les lecteurs du GEAB, puisque dans le GEAB N°49 de Novembre 2010, nous avions anticipé « la paralysie politique générale et l'entrée des USA dans l'austérité en 2011 ».

54 Pour des détendre sur un sujet sérieux, on peut regarder ce clip de rap au thème très politique « Augmente le plafond de la dette ». Source : Telegraph, 29/07/2011

55 Source : Telegraph, 31/08/2011

56 Ainsi, en cumulant dette privée et publique, le Royaume-Uni est le pays le plus endetté au monde. Source : Arabian Money, 28/08/2011

57 Les associations humanitaires et sociales du pays luttent actuellement pour leur survie financière faute de dons et subventions. Source : Guardian, 02/08/2011

58 Les deux traitent l'information à peu près de la même manière.

59 Même la Suisse « peg » sa devise à l'Euro désormais. Ce qui devrait faire réfléchir les Eurosceptiques comme le titre le Spiegel du 07/09/2011

60 Imaginez l'état du Dollar ou de la Livre si les médias et experts consacraient la même énergie à décrire et fantasmer tous les problèmes des Etats-Unis ou du Royaume-Uni. Si par exemple, on tirait pour la Grande-Bretagne lors des émeutes de l'été, le même type de conclusions que celles tirées pour de bien sages manifestations grecques (comparées à la violence anglaise).

61 Ainsi, l'UE augmente significativement son budget pour la recherche alors que les restrictions se multiplient aux Etats-Unis. Source : Nature, 05/07/2011

62 Même le Wall Street Journal du 12/09/2011, peu suspect d'europhilie aigüe, reconnaît que l'Euroland s'apprête à passer une nouvelle étape d'intégration via un nouveau traité. Le Spiegel du 02/09/2011 confirme cette tendance.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

les articles de médias anglo-saxons dont les auteurs n'ont en général pas la moindre idée du fonctionnement de l'UE et encore moins des tendances fortes qui l'animent. Maintenant notre équipe ne peut rien faire pour ceux qui veulent continuer à perdre de l'argent en pariant sur un effondrement de l'Euro[63], une parité Euro-Dollar, ou une sortie de la Grèce de l'Euroland[64]. Les mêmes ont dû dépenser beaucoup d'argent pour se prémunir contre la soi-disant « épidémie mondiale de grippe H1N1 » qu'experts, politiciens et médias en tout genre ont « vendu » pendant des mois aux populations mondiales et s'est avérée être une énorme mascarade alimentée en partie par les laboratoires pharmaceutiques et des cliques d'experts à leurs ordres[65]. Le reste, comme toujours, est auto-alimenté par le manque de réflexion[66], le sensationnalisme et le conformisme des médias dominants. Dans le cas de la crise Euro-grecque, le scénario est analogue, avec Wall Street et la City dans le rôle des laboratoires pharmaceutiques[67].

---

63 Comme l'explique clairement John Tammy dans Real Clear Markets du 25/08/2011 : « Le problème de l'Europe n'est vraiment pas l'Euro ».

64 Nous soulignons à ce propos que l'anticipation politique, méthodologie sur laquelle sont fondés les travaux de LEAP/E2020, ne vise pas à se faire plaisir en prenant ses rêves (ou ses cauchemars) pour des réalités (approche idéologique par excellence), mais qu'elle est un instrument d'aide à la décision, bien ancré dans le monde réel. Et nous conseillons aux lecteurs de bien garder en mémoire un test très simple pour faire la différence entre les deux approches et déterminer ainsi quel degré de fiabilité accorder à une analyse sur l'évolution de la crise : les analyses passées ont-elles permis de prévoir justement et de manière régulière les développements de la crise ? Ou bien au contraire, rien ou presque de ce qui a été annoncé ne s'est réalisé ? Ensuite, à vous de choisir ce que vous voulez utiliser pour prendre vos décisions ; mais au moins le ferez-vous en connaissance de cause !

65 A ce sujet, pour ce qui concerne la crise actuelle, LEAP/E2020 estime que la prise de conscience croissante, au sein des dirigeants et des opinions publiques de l'Euroland, du fait qu'il y a au minimum une opération de propagande venue d'outre-Manche et d'outre-Atlantique destinée à « casser la confiance dans l'Euro », va entraîner dans l'année à venir une révision radicale des références et de la crédibilité des journalistes et experts traitant de la crise. Car qui dit manipulation ou complot pour reprendre le mot de Laurence Parisot, la présidente du MEDEF, organisme qui rassemble les patrons des grandes entreprises françaises, dit relais inconscients ou agents manipulateurs. Et l'Euroland qui se croyait, encore il y a peu, dans une grande fraternité avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni découvre que les choses sont beaucoup plus compliquées que cela. En 2012 nous estimons donc que nombre de médias de l'Euroland vont commencer à questionner l'objectivité, voire l'honnêteté, de journalistes formés quasi-exclusivement aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni et/ou dans des grands médias anglo-saxons en pointe en matière d'attaque contre l'Euro. France24, où la situation décrite ci-après est très fréquente, vient d'en fournir un exemple remarquable. Interviewant la présidente du MEDEF sur ses déclarations à propos d'un complot américain contre l'Euro (France24, 05/09/2011), la journaliste Stéphanie Antoine n'a eu de cesse de mettre en doute sans argument la position de Laurence Parisot, ajoutant des mines éloquentes pour montrer qu'elle ne croyait pas un mot de ce que disait son interlocutrice. Le CV de Stéphanie Antoine sur Wikipédia est clair : elle a travaillé à New York et Londres pour ABC, CNBC et Bloomberg. Comme Laurence Parisot accusait notamment les médias US, on comprend mieux l'absence d'objectivité de la journaliste sur ce sujet. Pour notre équipe, il est certain que les journalistes et experts dotés de ce type de références, essentiellement voire uniquement US et UK, vont être progressivement mis sur la touche au cours de l'année à venir, dans l'ensemble des grands médias de l'Euroland. Dans ce domaine aussi le monde d'avant est en train de disparaître.

66 On en a un bon exemple avec l'interview de l'ancien ministre allemand des Finances Peer Steinbrück réalisée par deux journalistes du Spiegel le 12/09/2011. Le premier échange est éloquent : les journalistes commencent par affirmer que l'Euro ne peut pas être sauvé. L'ancien ministre leur demande d'où ils tiennent cette « vérité » et les journalistes se justifient en répétant un cliché véhiculé par les Eurosceptiques de tout bord depuis des années : *« parce qu'en fait ça ne peut pas marcher car nos économies sont différentes »*. Deux enseignements à tirer de cette exemple : les journalistes se positionnent en « experts » … c'est le politicien qu'ils interrogent qui est obligé de leur poser des questions sur la légitimité de leurs affirmations. Et en fait d'expertise, ils ne font que répéter des lieux communs sans aucune analyse du sujet qu'ils sont censés traiter. C'est hélas la situation dominante dans les médias européens depuis des mois sur ce sujet. A la décharge des journalistes, ils sont victimes de l'incapacité des dirigeants actuels de l'Euroland à présenter une vision de long terme. Ce simple fait permettrait de dissiper ce « brouillard de guerre » en une minute. Par ailleurs les commentaires de Peer Steinbrück sont très intéressants et décrivent, selon LEAP/E2020, assez fidèlement le processus des mois à venir.

67 Et les Eurosceptiques de droite et de gauche à la manœuvre sur le continent européen, qui croient avoir trouvé la justification de leurs analyses même si elles sont démenties chaque jour pourtant par les faits et les progrès de l'intégration européenne. Ils seraient plus avisés de se concentrer sur la manière d'obtenir une démocratisation de la gouvernance de l'Euroland qui est en train de se mettre en place, plutôt que de rêver à leurs « lendemains qui chantent » et qui sont déjà tombés dans les oubliettes de l'Histoire.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

Extrait du GEAB No 62 / 15.02.2012

Grèce : Sortir de la faillite démocratique ! Les 4 points-clés d'un programme susceptible de rassembler 80% des Grecs

Le problème de la Grèce est d'abord un problème d'élite nationale corrompue, inefficace et parasitaire[68]. Et il ne peut pas y avoir de solution aux problèmes économiques et financiers sans qu'au préalable cette question soit réglée. L'Euroland peut essayer de faire pression pour que ces élites changent, mais in fine c'est un problème que seul le peuple grec peut résoudre. Il est donc urgent que le système socio-politique grec sorte du XIX° siècle pour entrer au XXI° siècle. Et cela passe par 4 choses :

1. Le changement de système électoral pour casser le clientélisme généré par l'actuel processus électoral
2. La création d'un cadastre permettant de lever l'impôt efficacement
3. La fin des privilèges du « Sabre et du Goupillon »[69] : réduction de 50% du budget militaire grec et imposition normale de l'Eglise
4. Une politique agressive d'imposition et de poursuites légales contre la mafia des riches grecs de Londres[70].

Ces 4 mesures peuvent être préparées par l'actuel gouvernement grec avec l'aide de l'Euroland et lancées après les élections d'Avril. Elles constitueraient un formidable enjeu électoral pour Avril 2012, qui mobiliserait très largement l'opinion publique grecque. Et avec des dates de mise en œuvre : fin 2012 pour la réforme électorale, 2013 pour la baisse budget militaire et l'imposition Eglise, 2014 pour le cadastre[71] et le retour des fortunes grecques placées à la City de Londres[72]. Pour les citoyens grecs comme pour ceux des autres pays de l'Euroland, ce programme en 4 points donnerait du sens à tous les efforts entrepris. En politique, c'est le sens de l'action qui détermine la capacité à mobiliser les citoyens. C'est ce qui manque sur la question grecque. Pourtant il suffit de peu de choses pour transformer la colère ou l'indignation en une action politique constructive.

Extrait du GEAB No 67 / 15.09.2012

Les causes systémiques des émeutes en Europe

On peut citer des causes ponctuelles d'émeutes aussi diverses que : manifestations à caractère raciste, émeutes anti-nucléaire, violence autour du football, attaques de commissariats[73],

68 Il faut lire à ce sujet l'interview du politologue grec Georges Contogeorgis parue dans le Point du 14/02/2012.

69 C'est une locution ironique qui signifie « l'armée et l'église ».

70 Depuis des décennies, les élites économiques grecques (armateurs et autres) se sont installées à Londres pour y gérer leurs affaires grecques, loin des impôts et des citoyens grecs. Sources : Greekrichlist, 24/10/2011 ; Guardian, 13/04/2010

71 Avec l'aide des satellites et de l'informatique, la Grèce pourrait être équipée du cadastre le plus moderne du monde en deux ans. Quelques dizaines de millions d'Euros apportés par l'Europe suffiraient pour ce faire. Et ce serait un investissement particulièrement rentable, rapportant des milliards Euros supplémentaires chaque année à l'Etat grec.

72 Sans l'aide de l'Euroland, c'est une tâche impossible pour la Grèce. Et pour l'Euroland cela fournirait un bon cas d'école pour continuer à casser le statut de « base des pirates » qui est celui de la City londonienne.

73 Les émeutes en Europe, de 2007 à 2011.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

etc… Quant aux causes systémiques d'émeute, elles s'observent lors de la lecture transverse des causes ponctuelles des émeutes en Europe. Elles sont les signaux d'un terreau favorable aux fortes poussées de fièvre. Prise isolément, chaque cause systémique semble insuffisante pour pousser des individus à se mettre en danger et défier l'autorité. C'est bien leur simultanéité et leur approfondissement qui constituent le signal d'anticipation d'émeutes.

1. Le Chômage frappe durement l'Union européenne

Dans l'UE27, le taux de chômage s'est établi à 10,4% en juin 2012. Selon Eurostat[74], 25 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juin 2012, dont 18 millions dans la zone euro. Par rapport à mai 2012, le nombre de chômeurs a augmenté de 125 000 dans l'UE27. Le nombre de jeunes de moins de 25 ans au chômage s'élève à 5,5 millions dans l'UE27, dont 3,4 millions dans la zone euro.

2. Les politiques d'austérité avec coupes brutales dans les amortisseurs sociaux

Ces événements n'ont certes pas la même origine, mais ils s'inscrivent tous dans un contexte marqué par des réductions budgétaires brutales et de lourdes mesures d'austérité. Les gouvernements sont parfaitement conscients d'un pari risqué et que de telles décisions menacent d'entraîner des troubles d'envergure que les pays n'ont plus connue depuis le début des années 1980. Les mesures mises en place depuis 2 ans ont mis crûment en lumière le fossé entre riches et pauvres. Les Européens supportent de moins en moins la course à l'austérité[75] qui sévit actuellement dans l'UE (figure1).

Pays	Plan d'austérité en 2012	Plan d'austérité en 2015
1. Grèce	1 061 euros par habitant	3 180 euros par habitant (x3)
2. Portugal	973 euros par habitant (deux fois le salaire minimum du pays)	1 950 euros par habitant (x2)
3. Irlande	671 euros par habitant	4 865 euros par habitant (x7)
4. Italie	547 euros par habitant	1 641 euros par habitant (x3)
5. Espagne	362 euros par habitant	1 450 euros par habitant (x4)
6. Royaume-Uni	308 euros par habitant	1 540 euros par habitant (x5)
7. Pays-Bas	302 euros par habitant	1 210 euros par habitant (x4)
8. France	294 euros par habitant	1 470 euros par habitant (x5)
9. Allemagne	195 euros par habitant	975 euros par habitant (x5)

Coût par habitant de chaque plan annoncé : Projets de budgets 2012 initialement répertoriés par l'AFP (si tous les pays européens ont procédé à des économies, seuls les plans d'austérité présentés comme tels ont été comparés) - Source Eurostat, Insee, OCDE

Une étude anglaise, *« More cutbacks mean more riots »*[76] *(« Plus de coupes budgétaires signifie plus d'émeutes »)*, s'est penchée sur les liens entre les coupes budgétaires et les révoltes sociales et donne des éléments de réponse, alors que le nombre de manifestations constatées en Europe et dans le monde en 2011 a battu tous les records. Le professeur en sociologie, Peter Taylor-Gooby de l'université du Kent, s'est d'abord appuyé sur les travaux d'une première étude des écono-

74 Taux de chômage dans l'UE. Source : Eurostat, 31/07/2012 ; et le site Toute l'Europe, Emploi et protection sociale

75 Championnat d'Europe de l'austérité, épisode II, terraeco.net, 08/11/2011

76 Le Rapport de Peter Taylor-Gooby, « More cutbacks mean more riots ». Source : Scribd, 31/01/2012, et sa synthèse.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

mistes Jacopo Ponticelli et Hans-Joachim Voth[77], diffusée en août 2011, qui avait souligné une forte corrélation entre les périodes de réduction budgétaire et celles d'augmentation de l'« instabilité », à savoir les émeutes, les manifestations ainsi que la délinquance et les violences aux personnes constatées.

Dans son rapport, Peter Taylor-Gooby étudie quelles dépenses supprimées sont facteur d'instabilité. Son étude montre que les vagues de privatisation « qui privent une partie de la population de l'accès aux services publics », les coupes brutales dans les amortisseurs sociaux et les phases d'augmentation de la pauvreté engendrent systématiquement un regain de désordre social.

3. La pauvreté atteint 80 millions d'habitants dans l'UE dont 13 millions de jeunes

L'Union européenne n'en a pas fini avec la pauvreté[78] : 16,4 % de la population européenne est pauvre. Le taux varie de 9 % en République tchèque à 21,1 % en Roumanie. En 2010, 16,4 % de la population de l'UE, soit 80 millions de personnes, vivait sous le seuil de pauvreté si l'on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian national. La République tchèque (9 % de la population), les Pays-Bas (10 %), l'Autriche et la Hongrie (12 %) font partie des pays où la pauvreté est la plus faible. Avec un taux à 14,1 %, le niveau de pauvreté en France[79] continue d'augmenter en 2009 et 2010, et se situe juste derrière les pays nordiques (autour de 13 %). Les taux les plus élevés, supérieurs à 20 %, sont observés en Europe de l'Est, en Roumanie et en Bulgarie. L'Espagne et la Grèce présentent des niveaux de pauvreté similaires, de l'ordre de 20 % : ces deux pays sont fortement touchés par la crise économique, et ont vu leur taux de chômage augmenter de manière considérable, notamment chez les plus jeunes.

Dans l'UE27 (plus la Norvège et l'Islande), quelque 13 millions d'enfants n'ont pas accès aux éléments de base nécessaires à leur développement. Ils sont confrontés à au moins une forme de pauvreté ou d'exclusion sociale (Figure2).

Tandis que les mesures d'austérité et de réduction des dépenses sociales sont au cœur des débats dans le monde, un nouveau rapport[80] du Centre de recherche international de l'UNICEF révèle l'ampleur de la pauvreté et des privations qui touchent ces enfants… Publié le vendredi 25 mai 2012 : « 10% d'enfants pauvre en France » et Enfants pauvres : « Plus de 30 millions d'enfants vivent dans la pauvreté dans les pays dits *riches* ».

Il n'existe pratiquement aucune donnée comparable à l'échelle internationale sur l'impact de la récession économique des trois dernières années sur la pauvreté des enfants. Il est cependant évident que l'augmentation du nombre de personnes dans le besoin et la diminution des services disponibles due aux mesures d'austérité exercent partout une forte pression sur les services de première ligne destinés aux familles. Il est tout aussi clair que le pire est à venir. De nombreuses familles, y compris celles ayant de faibles revenus, disposent d'une sorte de « matelas de sécurité » – économies, actifs ou aide fournie par d'autres membres de la famille – qui leur permet de couvrir leurs dépenses pendant les moments difficiles. Il y a donc pratiquement

77 Voir article : "Fact: There is a link between cuts and riots". Source : The Guardian, 16/08/2011; et le rapport en intégralité de Jacopo Ponticelli et Hans-Joachim Voth, 08/2011

78 Source : La pauvreté en Europe, Observatoire des inégalités, 26/01/2012

79 Niveau de vie: ce qu'il faut savoir sur les inégalités en France. Source : L'Expansion.com/AFP, 07/09/2012

80 Mesurer la pauvreté des enfants : nouveaux tableaux de classement de la pauvreté des enfants dans les pays « riches ». Source : UNICEF, 05/2012

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

toujours un décalage entre le début d'une crise économique et le moment où son impact est le plus virulent.

Extrait du GEAB No 91 / 15.01.2015

La Grèce restera dans la zone euro

Malgré ce qu'on peut lire ou entendre dans les médias, et quels que soient les résultats des prochaines élections législatives grecques, la Grèce restera dans la zone euro. Mario Draghi le dit[81], Aléxis Tsípras aussi[82]. Il n'y a pas vraiment en fait de plan B, quelles que soient les menaces proférées par Merkel ou le FMI qui ne doivent être vues que comme des tentatives d'influencer le vote grec. Si l'UE ne résiste pas aux tensions immenses générées par la crise systémique globale, ce ne sera pas par une cassure de la zone euro, ni même par un retour aux souverainetés nationales, mais par une dérive totalitaire.

Graves difficultés politiques en Grèce

Des partis plutôt de gauche, démocratiques et non anti-européens, comme Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou New Left en Slovénie, vont introduire les conditions d'un débat démocratique sur les solutions à apporter à la crise de l'euro. C'est la grande chance de l'année 2015 pour l'Europe qui doit montrer qu'elle est capable d'intégrer la contradiction, de gérer un débat démocratique et de bâtir sur une diversité d'options pour identifier les meilleures solutions à la crise. Nous anticipons que les technocrates européens et les marchés financiers auront du mal à accepter cette incursion des peuples dans leur landernau et que la Grèce, premier maillon de cette révolution démocratique européenne, va se retrouver sous le feu de problèmes politiques importants combinant menaces terroristes, montée en puissance des mouvements néonazis comme Aube Dorée, feu nourri de critiques de la part des médias grecs et autres, qui empêcheront Tsípras de faire avancer l'agenda qu'il s'est donné.

Extrait du GEAB No 92 / 15.02.2015

Syriza : catalyseur de la réforme politico-institutionnelle de l'Europe

Nous avons déjà évoqué le très grand changement que représente l'arrivée de Jean-Claude Juncker à la tête d'une Commission qu'il appelle lui-même celle *« de la dernière chance »*[83], exprimant clairement l'idée qu'en cas d'échec de connexion de l'institution avec les citoyens européens (ou « démocratisation »), c'est le projet de construction européenne tel que voulu par les pères fondateurs[84] dans son ensemble qui échouera. Se combine désormais à cette volonté politique au plus haut de l'édifice européen, celle résultant de l'élection d'un parti non-institu-

81 Source : BCE, 02/01/2015

82 Source : La Tribune, 11/01/2015

83 Source : Euractiv, 22/10/2014.

84 Soit, suivant des principes de communauté d'États, des objectifs de paix et de prospérité partagées et au moyen d'une gouvernance démocratique.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

tionnel en Grèce, Syriza[85], sur la base d'un mandat clair : remettre les institutions européennes au service de l'intérêt des citoyens grecs, intérêt dont on voit déjà à quel point il se recoupe avec celui des citoyens de tous les pays confrontés à l'austérité, Espagne et Portugal au premier plan, mais bien au-delà. Le sentiment de non maîtrise des outils de résolution de crise par tous les citoyens de la zone euro se fait peu à peu jour, et Alexis Tsipras représente clairement un espoir politique pour des segments entiers de citoyens dans toute la zone euro[86].

L'arrivée de Syriza, tel un chien dans un jeu de quilles, dans l'ambiance feutrée du système politico-institutionnel européen, est un véritable catalyseur de réforme. Et le fait est que si le système communautaire a appréhendé l'élection de Tsipras (avec, par exemple, les menaces par Angela Merkel d'exclusion de la Grèce de la zone euro[87]), on ne peut qu'être surpris de l'accueil qui lui est pour le moment réservé[88]. C'est qu'il semble en fait capable d'enclencher un changement que toutes les catégories d'acteurs européens attendent désormais :

. au printemps 2014, le programme de campagne de Jean-Claude Juncker comportait une proposition portant sur la nécessité de « *remplacer la troïka par une structure plus légitimement démocratique et plus comptable de ses actes, basée autour des institutions européennes, avec un contrôle parlementaire renforcé, tant au niveau européen que national* ». Mais y serait-il parvenu du haut de la Commission européenne ? Probablement pas. Tsipras arrive donc tel un sauveur, rendant enfin possible la réforme du mécanisme de gestion de la crise et de gouvernance de la zone euro[89] ;

. nous avons parlé de Draghi et de son appel voilé pour un mandat reconnecté à la réalité de la crise plutôt qu'à l'application de traités obsolètes ;

. le grand dysfonctionnement bureaucratique européen de ces derniers mois, jugé être le fruit des limites atteintes par la méthode dite « intergouvernementale »[90], met également d'accord les fonctionnaires avec Tsipras, susceptible de redonner une direction politique à leur édifice institutionnel ;

. les limites également atteintes par un système financier gavé de liquidités, mais incapable de les injecter dans une économie à l'arrêt, lui permettent de voir d'un bon œil l'opportunité incarnée par Tsipras[91] de relance des investissements publics qu'il a lui-même contribué à arrêter en professant l'ultralibéralisme ;

---

85 Source : BBC, 25/01/2015.

86 Source : Euractiv, 04/02/2015.

87 Source : Le Figaro, 04/01/2015.

88 L'année 2014 a appris la prudence à notre équipe qui sait désormais que les bonnes nouvelles provoquent des irruptions brutales de mauvaises nouvelles. En ce qui concerne Syriza, nous nous concentrons dans le présent numéro sur le potentiel de sortie de crise que son élection véhicule. Mais nous sommes parfaitement lucides sur les tentatives que certains intérêts obscurs ou réflexes bureaucratiques pourraient susciter afin de bloquer les développements qui se mettent en place. Cela va de l'incapacité du système à accéder aux demandes de Tsipras à des risques de tentative de déstabilisation du pays. Source : Club Newropeans, 04/02/2015.

89 Source : Le Monde, 02/02/2015.

90 « *Nous sommes tués par l'intergouvernementalisme* », nous disait récemment un responsable de la zone euro. La « méthode intergouvernementale » fait référence à ce système de prise de décision à 28 sur des logiques d'intérêts nationaux, qui s'oppose à la « méthode communautaire » qui placerait la prise de décision aux mains du seul niveau européen, les deux méthodes espérant faire l'économie de la démocratie qui consisterait à fonder le système décisionnel européen dans la volonté des peuples européens.

91 C'est ainsi que la Banque d'Angleterre évoque la nécessité de sortir de la politique d'austérité quelques jours après l'élection de Tsipras. Source : The Guardian, 28/01/2015.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

. les politiques nationaux, bloqués dans des gouvernements technocratiques ou d'union nationale depuis six ans, reprennent vie comme on le voit avec le deuxième « coup d'État » politique de Matteo Renzi, mettant fin à l'alliance avec Silvio Berlusconi en renforçant son camp politique par la nomination d'un chef de l'État socialiste[92] ;
. et bien entendu, les citoyens qui entendent enfin parler d'une Europe qui débat, réfléchit, cherche des solutions et parle une langue cette fois compréhensible en lieu et place des incessants borborygmes technocratico-financiers auxquels ils ont eu droit jusqu'à présent.

Le seul problème, ce sont encore une fois les médias… Non pas qu'ils soient aussi remontés qu'on aurait pu le craindre contre Syriza, mais plutôt parce qu'ils ont une compréhension extrêmement limitée de l'ampleur des enjeux des négociations en cours entre la Grèce et le reste de la zone euro et de la complexité du projet de réforme qui se noue entre tous ces acteurs (BCE, Eurozone, Grèce, Commission européenne, gouvernements nationaux).

La seule lecture à laquelle nous avons donc droit consiste à deviner si ce qu'il se passe nous rapproche ou nous éloigne d'une rupture de la zone euro. Or, nous le répétons une fois encore : il n'y aura pas de rupture de la zone euro ! Pas de Grexit (ni de Brexit probablement d'ailleurs, aussi[93]) : nous nous sommes tous embarqués dans un bateau qui peut aller loin du moment qu'on se donne les moyens d'en occuper la cabine de pilotage. L'Histoire n'a pas été dotée d'une touche Rewind à laquelle seuls les idéologues et les démagogues tentent de faire croire leurs ouailles : le bateau a quitté la rive, et ceux qui en descendront se noieront et feront chavirer les autres[94].

Le processus enclenché par Tsipras n'est ni plus ni moins celui d'un changement complet du mode de fonctionnement de la zone euro. Le système de la troïka (FMI, BCE, Commission) a été révoqué, Tsipras exige de négocier avec les représentants élus de la zone euro[95], un nouveau mécanisme de gouvernance plus légitime de la zone euro va devoir être inventé, en plus des solutions propres à la crise grecque. De tels objectifs ne risquent pas d'être résolus en un tournemain, pas plus que la paix en Ukraine et entre l'Europe et la Russie. Nous assistons à l'accouchement lent et douloureux de l'Europe et du monde de demain, avec tous les risques qu'un accouchement non médicalisé (faute de toute anticipation) comporte.

Les principaux obstacles à la négociation sont essentiellement les suivants : la BCE, qui n'a bien évidemment pas mandat à accéder à la requête d'un seul État et attend donc une décision collégiale de la part de l'ensemble de la zone euro ; l'Allemagne qui perd la domination – toute relative, d'ailleurs – qu'elle avait de la gestion de la zone euro (sachant que cette position dominante l'embarrassait plutôt qu'autre chose et qu'elle l'abandonnera avec plaisir du moment que le prochain mécanisme la rassure) ; l'incapacité structurelle du carcan politico-institutionnel actuel à la moindre réforme (qui obligera à aller jusqu'à la rupture) ; l'influence d'innombrables

92 Source : Bloomberg, 30/01/2015.

93 Contrairement là encore à ce que les médias comprennent, un référendum britannique sur une sortie de l'UE se conclura par un refus (des sondages l'ont déjà montré) et tout le levier de chantage britannique sur l'UE prendra fin. Source : EUObserver, 23/10/2014.

94 La perspective de sortie de l'euro est un levier de négociation plutôt qu'autre chose. Quand on voit à quel point le système politique, institutionnel et financier européen vit dans la terreur de la moindre décision susceptible de faire baisser les bourses, on ne les imagine vraiment pas excluant l'un de ses membres ! La bonne nouvelle, c'est qu'ils vont donc devoir trouver un accord.

95 Source : BBC, 30/01/2015.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

agendas cachés qui en perdront forcément dans le cadre d'une mise sous contrôle politique du système actuel[96].

En ce qui concerne les Allemands, tout comme les Français l'ont prouvé dans un récent sondage[97], et bien plus que Merkel ne l'imagine, ils sont certainement faciles à convaincre de la mise en place d'un système de solidarité pour sortir la Grèce de l'ornière, conscients qu'ils sont que la résolution de la crise grecque ne serait pas une bonne nouvelle seulement pour les Grecs. C'est d'ailleurs cette zone euro là qu'il s'agit d'inventer : un vrai Euroland fondé sur la solidarité et les logiques gagnant-gagnant.

Il est une chose qui n'est pas beaucoup commentée dans la victoire de Syriza… Là où nos médias passent leur temps à analyser que les problèmes économiques traversés depuis six ans par la zone euro vont faire monter l'extrémisme politique, la xénophobie, le rejet de l'Europe et de la démocratie, on voit avec Syriza et Podemos, par exemple, que les opinions publiques européennes tiennent remarquablement bien le choc, se refusant dans la mesure du possible à opter pour les solutions radicales[98] et se ruant en revanche sur tout ce qui semble représenter une alternative, certes, mais raisonnable avant tout. Notre équipe met cette grande fiabilité collective des peuples européens sur le compte du désenclavement idéologique permis par Internet et l'accès « désintermédié » à l'information. Ni les politiques, ni les médias ne peuvent plus prendre en otages les opinions publiques interconnectées[99]. C'est un fait que nous prendrons désormais en compte dans nos anticipations.

[…] La comparaison entre de telles difficultés à financer un plan d'investissements publics européen et les montants que la BCE s'apprête à injecter dans les marchés financiers avec son QE ne manque pas d'être choquante. Et si l'on considère que la victoire de Syriza est, là encore, un catalyseur de réorganisation des priorités économico-financières de la zone euro en faveur d'une relance de l'économie réelle, consistant à canaliser l'investissement là où il est le plus nécessaire (vers le secteur public), on peut imaginer que le QE de Draghi soit de plus courte durée que prévue et qu'un *taper* se mette rapidement en place au profit d'un plan officiel d'investissements publics européen en lien, par exemple, avec l'activation d'une taxe sur les profits financiers en zone euro[100]. Nous ne prétendons pas ici que le mécanisme sera exactement celui que nous évoquons ; l'objet de cette description est d'illustrer le type d'évolution qui pourrait se mettre en œuvre dans une zone euro passant sous contrôle politique plutôt que financier[101].

---

96 Mais sur ce dernier point, nous avons déjà fait remarquer qu'un système institutionnel qui dysfonctionne ne peut même plus servir les lobbies. L'enjeu devient dès lors commun de relancer la machine.

97 *« Seules 15 % des personnes interrogées se montrent favorables à un maintien de la dette grecque et des échéances de remboursement actuelles »*. Source : Les Echos, 04/02/2015.

98 En dehors des inévitables minorités et des effets liés à l'absence d'alternative entre partis institutionnels et partis extrémistes… En France ou en Angleterre, par exemple.

99 On l'a vu aussi dans la couverture médiatique occidentale de la crise ukrainienne, très peu objective et extrêmement va-t-en-guerre, qui a laissé les populations pour le moins sceptiques.

100 Sans compter que les bons résultats en matière de croissance de la zone euro annulent en partie l'impérieuse nécessité d'un QE (source : Bloomberg, 13/02/2015). Et si le QE européen n'était qu'un effet d'annonce ? Et s'il ne démarrait en fait jamais ?

101 Il faut se rendre compte que la puissance des lobbies financiers sur les machines bureaucratiques de type Commission européenne n'est que le résultat de la faiblesse, voire de l'inexistence du mécanisme de contrôle politique. Les lobbies industriel, financier, cigarettier, …, ont fait ce qu'il fallait pour que leurs intérêts soient pris en compte ; les peuples pendant 25 ans n'ont rien fait… à part se plaindre et lire les journaux.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

En parlant de réorientation des priorités, de Grèce et de dette, il est un dernier point à évoquer qui fera la transition avec le chapitre suivant : les dépenses militaires de la Grèce sont très largement responsables de la dette publique du pays[102]. Or, ces dépenses sont liées à l'importance de l'armée dans l'appareil d'État grec, importance qui se nourrit depuis des lustres du conflit latent helleno-turc, par ailleurs totalement obsolète. Les militaires entretiennent avec délice tout un tas de points potentiellement conflictuels dans le monde (Corée du Nord, Cuba, Iran, Japon…), justifiant leur présence, leurs dépenses, leur existence…

La tendance semble aujourd'hui à la suppression de ces points de conflit : Obama a débloqué Cuba[103], les Russes et les Chinois ont en partie débloqué la Corée du Nord en la désenclavant grâce au passage de lignes gazières et ferroviaires[104]. Les Russes encore semblent à même de jouer un rôle positif dans la normalisation des relations helleno-turques par une méthode similaire, à savoir leur projet de création d'un hub gazier en Turquie qui connectera inévitablement la Turquie à la Grèce sur son passage vers le reste de l'Europe[105].

Cela dit, la perspective d'une annulation par Tsipras de cette part des dépenses grecques pour désendetter le pays pourrait bien être le facteur d'échec de tout l'espoir porté par Syriza. Les vendeurs d'armes et les militaires vont probablement s'employer à limiter le risque d'une démilitarisation de la Grèce.

Extrait du GEAB No 94 / 15.04.2015

Été 2015 : de la fin de la crise grecque à une nouvelle géopolitique en Méditerranée orientale

La crise grecque est sur le point d'avorter… Et ce ne sera pas un chèque européen qui la sauvera, mais bien le fait que la Grèce est sur le point de trouver l'argent pour rembourser elle-même sa dette. Avec l'aide de la Russie ? Des États-Unis ?

Absence de volonté politique pour sauver la Grèce

Depuis 2009, le GEAB n'a cessé de répéter que la crise grecque était ridicule sur le plan comptable par rapport aux moyens de l'UE et que sa résolution n'était qu'une question de volonté politique, absente malheureusement sur tous les fronts en 2014 :

. faiblesse politique de l'UE de Barroso en particulier, empêchant l'Europe de régler le problème en quelques chèques ;

. corruption du système politique institutionnel grec interdisant tout espoir de résolution des dysfonctionnements du pays ;

. paralysie de l'Allemagne, incapable de répondre à la prétendue injonction paradoxale entre son intérêt à résoudre la crise grecque et son intérêt à ne pas la résoudre ;

---

102 La Grèce est la 5e puissance importatrice d'armes conventionnelles après la Chine, l'Inde, les Émirats Arabes Unis et la Corée du Sud. Ses principaux fournisseurs sont les États-Unis (42%), l'Allemagne (25%) et la France (12%). Source : Workers, 10/02/2015.

103 Source : Washington Post, 17/12/2015.

104 Source : The Diplomat, 22/04/2014.

105 Source : The Time of Change, 27/01/2015.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

. volonté politique adverse de tout un tas d'acteurs occidentaux (financiers, militaires, oligarques grecs notamment), prospérant sur tous les défauts du pays.

Mais les choses ont incroyablement changé depuis quelques mois…

La « Guerre froide » gréco-turque au cœur de la crise grecque

De manière certes très résumée, les résidus d'archaïsme de la Grèce proviennent de ce qu'elle n'a jamais pu se libérer de sa « guerre froide » avec la Turquie. Or, cette situation est enfin sur le point de se débloquer sous le coup de très grands changements en cours. Une guerre larvée avec la Turquie, vieille de deux cents ans[106], a en fait mis le pays sous tutelle militaire. Cette tutelle s'est révélée particulièrement clairement lors de la dictature des colonels (1967-1974), mais n'a pas disparu avec la fin de ce régime de junte.

C'est ainsi que la Grèce dépense 2,5 % de son PIB dans l'armée, soit la plus forte proportion dépenses militaires/PIB de toute l'UE-28, suivie du Royaume Uni et de la France (2,2 % tous les deux), puis du Portugal (2,1 %, une autre aberration d'ailleurs…). Au niveau mondial, le plus gros consommateur, et de très loin, est l'Arabie Saoudite avec ses 9 %. Israël arrive derrière avec 6 %[107], tandis que les États-Unis se situent à 4,7 %, la Russie à 4,2 % et la Chine à 2,1 % (données 2013)[108]. Seulement depuis 2010, la Grèce, « grâce » aux mesures d'austérité, a-t-elle commencé à pouvoir faire baisser ces dépenses. Mais l'inévitable collusion d'intérêt entre les forces politiques institutionnelles du pays et les militaires ne permettait pas d'aller très loin dans cette direction. L'UE non plus ne risquait pas de pousser la Grèce dans la bonne direction de ce point de vue compte tenu du fait que, outre les États-Unis, les principaux fournisseurs d'armes à la Grèce sont l'Allemagne (25 %) et la France (12 %), soit les deux monstres incontournables de la zone euro[109].

Turkish Stream à la rescousse de la crise grecque

Mais l'élection de Syriza, parti non-institutionnel, à la tête du pays est une vraie révolution dans cette logique. Le nouveau gouvernement grec a ainsi l'avantage d'être libre de toutes les tutelles ancestrales de l'appareil d'État grec. Et les pressions auxquelles il fait face pour résoudre la crise rapidement l'obligent à trouver vite des solutions fortes. La réduction du budget militaire du pays constitue une piste évidente. Or, comme nous l'avons déjà vu, il existe désormais une magnifique opportunité de dénouement de la crise biséculaire helleno-turque, fournie par le projet de *hub* gazier russe à la frontière gréco-turque. Pour mémoire, les tensions euro-russes ont abouti à l'abandon par la Russie du projet de gazoduc South Stream qui devait passer par la Bulgarie, mais que l'UE a jugé enfreindre les règles européennes en matière de concurrence. *Urbi et orbi*, Poutine annonçait un projet de remplacement centré cette fois sur la

---

106 Source : Greek-Turkish relations, Wikipedia

107 Les montants utilisés par Israël et l'Arabie Saoudite en matière de défense sont suffisamment monstrueux pour que l'on évoque le désarmement graduel de ces deux pays comme un véritable enjeu pour la paix mondiale. Il faut juste espérer que cet objectif de désarmement ne se réalise pas par l'utilisation de ces arsenals.

108 Source : Banque mondiale, 2013

109 Nous recommandons la lecture de cette excellente analyse de Frank Slijper sur le niveau délirant des dépenses militaires grecques. Source : ExploreGreece, 02/03/2015

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

Turquie, transformée en plaque tournante de l'énergie… Un projet naturellement irrésistible pour Erdogan[110].

Mais pour que le projet se fasse, la Grèce doit aussi donner son accord. Or, les tensions euro-russes de 2014 auraient rendu les choses bien difficiles pour un gouvernement institutionnel, bien obéissant, contraint de s'aligner sur les lignes officielles de l'UE en matière de bouderie anti-russe. Mais pour Tsipras, impliqué dans un travail de contestation et d'assainissement des politiques européennes, il est beaucoup moins difficile d'accepter de se rendre à Moscou et d'envisager une coopération dans le cadre d'un projet aussi alléchant. C'est ainsi que, non sans avoir envoyé Varoufakis rencontrer Lagarde à Washington quelques jours auparavant[111], Tsipras s'est rendu à l'invitation de Poutine, et que les bases sont posées pour un « mémorandum de coopération » gréco-russe[112]. Turkish Stream distribuera du gaz, pas seulement russe peut-être d'ailleurs[113], vers l'Europe en passant donc par la Grèce. Et le grand carrefour de distribution se situera même à la frontière gréco-turque mettant *de facto* fin au « mur helleno-turc ».

On ne s'étonnera donc pas de constater, dans la foulée de la visite de Tsipras à Poutine, des signes caractéristiques de bonne volonté entre Grèce et Turquie[114], ni l'optimisme délirant sur la résolution de la question chypriote du ministre des Affaires Étrangères britannique, Philip Hammond. Le fait est que l'Angleterre a tout intérêt à l'affaire.

Et le pétrole surgit !

Car le troisième axe convergent de résolution de la crise grecque (et helleno-turque dans la foulée), c'est le pétrole de Méditerranée orientale. Les médias en parlent peu, mais la Grèce repose sur de vastes gisements d'hydrocarbures[115]. Le précédent gouvernement s'était emparé du dossier, y voyant déjà une solution à sa crise économique comme à sa crise structurelle géopolitique. C'est ainsi qu'il signait en 2014 des contrats d'exploration et de développement sur trois sites avec des compagnies canadiennes, britanniques et européennes (Italie et Irlande) en mai 2014[116]. Mais son enthousiasme a dû se refroidir un peu lorsque force fut de constater que plutôt que de diminuer les tensions avec son voisin turc comme espéré, le projet semblait plutôt les raviver[117].

La Grèce n'est pas la seule à avoir découvert des gisements en Méditerranée orientale. Il en existe bordant les côtes israéliennes, libanaises, syriennes, chypriotes[118]… À ce stade, le seul pays à avoir osé commencer à avancer ses pions et démarrer une exploitation, c'est Israël. Pour tous les autres pays, l'exploitation est tellement risquée en termes géopolitiques que les progrès sont extrêmement lents.

---

110 Source : Reuters, 01/12/2014

111 Source : Deutsche Welle, 05/04/2015

112 Source : Daily Sabah, 10/04/2015

113 Il ne dépendrait probablement que de l'Europe de « brancher » sur le terminal turc, outre le gaz russe, du gaz algérien ou iranien dans le cadre de sa politique d'indépendance énergétique.

114 Source : World Bulletin, 09/04/2015

115 Source : GeoExPro, 2014

116 Source : Enikos, 15/05/2014

117 Source : The Guardian, 10/11/2014

118 Source : Nexity/Le blog Finance, 28/12/2013

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

Il existe encore d'autres gisements le long des côtes adriatiques albanaises[119] et italiennes. L'exploitation des gisements d'hydrocarbures grecs à la jonction des Balkans et du Moyen-Orient présente tous les ingrédients d'une conflagration multi-régionale.

Vers une nouvelle géopolitique en Méditerranée orientale

La géopolitique de la Méditerranée orientale doit donc considérablement changer pour que quiconque s'autorise l'exploitation de ces gisements. Et c'est précisément ce qui est en train de se passer avec la détente désormais en perspective entre la Grèce et la Turquie qui fournit un contexte favorable à une exploitation par la Grèce de ses gisements, en échange du fait que la Turquie devienne un carrefour de distribution de gaz… et pourquoi pas de pétrole.

En effet, dans la foulée de la construction d'un gigantesque réseau de gazoducs, cela constituerait sans doute un relativement faible surcoût que de doubler les lignes en oléoducs. C'est ainsi que Turkish Stream peut fournir également une réponse à la question qu'on ne peut s'empêcher de se poser : la Grèce sera-t-elle sauvée au prix d'incessantes marées noires sur ses îles paradisiaques ? Le fait est que notre équipe s'est souvent demandé, depuis 2009, si l'Europe ne pouvait pas se payer le paradis grec et s'il fallait vraiment couvrir d'usines les Cyclades, les transformant en *Ruhr Gebiet*[120], pour complaire aux principes de responsabilité économique des Allemands.

Il est probable que la Grèce complaira aux Allemands en devenant un pays producteur d'hydrocarbures… mais on peut espérer que les dégâts sur l'environnement seront limités grâce à la possibilité de connexion directe des zones d'exploration au réseau de distribution turco-russe. Espérons de ce point de vue que personne ne mégotera sur le choix des technologies de forage les plus fiables au monde, et que l'UE saura imposer ces choix aux opérateurs privés. La Grèce seule, dans ses contraintes de survie, n'en aura sans doute pas les moyens.

Fin du bras de fer entre pétroliers et militaires, mais pas de l'histoire

Dans ce bras de fer entre intérêts pétroliers et intérêts militaires, notre équipe estime que les pétroliers ont déjà gagné. Les indicateurs qui nous permettent de le dire tiennent à la réorientation en cours des marchés d'armes occidentaux. Les contrats récemment signés par Dassault en Égypte et en Inde pourraient compenser ceux qu'ils ne signeront plus avec la Grèce et la Russie[121]. L'Allemagne aussi se tourne irrésistiblement vers l'Égypte, mais aussi l'Arabie Saoudite, ce qui ne va pas sans poser beaucoup de questions d'ailleurs[122]. Économies sur les dépenses militaires, économies sur le prix du gaz[123] et gains pétroliers en perspectives : dans un monde où tout est anticipation, la Grèce ne va donc pas tarder à redevenir solvable. Si notre équipe anti-

---

119 Des « événements » pourraient d'ailleurs se produire du côté de l'Albanie, liés directement aux tractations autour de l'exploitation des gisements grecs. En effet, si la Grèce tient l'Albanie par sa candidature européenne, l'Albanie tient la Grèce par ses hydrocarbures, et ce sera donnant-donnant. Une piste nous a récemment été fournie par les déclarations du président albanais à propos du « retour » du Kosovo dans la grande Albanie, qui a fait hurler le président serbe ainsi que Mogherini… Mais la partie n'est pas finie. Grande Albanie contre pétrole grec ? Source : EUObserver, 09/04/2015

120 La région industrielle par excellence de l'Allemagne. Source : Wikipedia

121 Source : International Business Time, 11/04/2015

122 Source : Deutsche Welle, 11/04/2015

123 Source : NewEurope, 12/04/2015

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

cipe donc que des solutions à la crise grecque vont « miraculeusement » apparaître d'ici cet été, il n'en est pas moins vrai que nous sommes considérablement affligés qu'une crise de la dette qui aurait pu être très vite résolue par l'Europe et la volonté politique sera *in fine* résolue par la Russie/Turquie et l'âpreté au gain.

Mais l'essentiel, c'est qu'on arrête de parler de la crise grecque, que les méthodes, tout de même politiques, de Tsipras fassent ainsi leurs preuves, et qu'un mur européen de plus tombe cette année, ouvrant la voie à une nouvelle géopolitique aux confins de l'Europe et du Moyen-Orient, fondée sur la coopération bien pensée (soit d'égal à égal). Sur la base d'un « memorandum d'entente » entre la Turquie et la Grèce à l'horizon de cet été, on peut espérer la création d'une « organisation méditerranéenne des pays producteurs d'hydrocarbures » regroupant peu à peu d'autres anciens ennemis et fondant un nouveau modèle à l'indispensable gouvernance internationale de l'énergie qui a toutes les chances d'être, elle aussi, multipolaire.

Si de tels enjeux sont mal gérés, cette « belle » solution tournera vite au cauchemar. Mais la fin de la crise grecque n'est bien entendu pas la « fin de l'Histoire » Ainsi va le monde.

Extrait du GEAB No 95 / 15.05.2015

Grèce : modernisation en cours

Quelques mots également sur la Grèce qui, comme anticipé, trouve encore l'argent nécessaire au remboursement des intérêts dûs au FMI[124]. Au cours des quatre dernières semaines, notre équipe a surtout remarqué la ponction des liquidités des municipalités grecques par Athènes[125]. Là où les médias ont vu une Grèce aux abois, nous voyons un Tsipras qui, jouant des pressions européennes, en profite pour affaiblir les caciques locaux – pour l'essentiel membres des deux partis institutionnels qui, pris dans un système clientéliste, interdisent toute modernisation de l'appareil d'État grec – et centralise les outils de la réforme de son pays : argent et pouvoir. La modernisation du système politico-institutionnel grec, priorité pour l'Europe du XXIe siècle, avance vite…

Extrait du GEAB No 96 / 15.12.2009

Crise grecque : la tentation d'écarter le FMI

À en croire nos médias, il semblerait que le monde entier soit suspendu à l'accord grec recherché par l'UE, la BCE et le FMI. Entre rebondissements et enlisement, la tension monte et désormais le défaut de paiement de la Grèce n'est pas exclu[126]. Cataclysme ou opportunité ?

124 Source : The Guardian, 11/05/2015.

125 Source : Ekathimerini, 25/04/2015.

126 Source : Le Monde, 13/06/2015.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

La Grèce restera dans la zone euro

Nous l'avons toujours dit et nous le maintenons : la Grèce restera dans la zone euro. Il est étrange que, jusqu'à très récemment, tous les médias associaient défaut de paiement et *grexit*. Ce temps est révolu : les deux problématiques sont désormais bien séparées, comme il se doit, et c'est un signe que la Grèce gardera la monnaie unique. Qu'elle fasse défaut, en revanche, est une possibilité. Et si tel est le cas, ce sera un défaut voulu, organisé, et même concerté entre Européens. Le cas grec n'est pas sous le microscope mondial depuis six ans pour que l'issue de la crise se produise de manière inattendue.

On assiste d'ailleurs à une reprise en main politique de la zone euro, avec Merkel et Hollande qui veulent un « renforcement de la zone euro »[127], avec Juncker qui insuffle une énergie politique nouvelle, et avec Sigmar Gabriel (vice-chancelier allemand) et Emmanuel Macron (ministre de l'Économie français) qui demandent une « intégration radicale » de l'Eurozone[128]. Tout cela n'est évidemment pas très compatible avec une sortie désordonnée de la Grèce de la zone euro. Juncker et Tsípras, qui bataillent depuis des mois pour obtenir un accord, n'envisagent pas plus l'un que l'autre de *grexit*. Un *grexit* qui n'est qu'un fantasme des marchés financiers et des médias.

Le FMI : une épine dans le pied européen

Certes, ce *grexit* aura été recherché, sciemment ou non, par quelques acteurs de la partie de poker qui se joue actuellement, et en particulier l'acteur washingtonien. Chacun connaît les positions historiques du FMI en matière de gestion d'endettement souverain. L'affaire grecque ne fait pas exception : des trois membres de la troïka, le FMI est de loin le plus idéologiquement exigeant dans ses demandes envers la Grèce[129]. Si la tragédie grecque dure depuis si longtemps, ce n'est pas la taille du problème qui est en question. Il a certes fallu injecter environ 240 milliards d'euros dans l'économie grecque – ou plutôt dans les banques et le système financier grec afin que celui-ci ne s'effondre pas (ce qui aurait risqué d'entraîner tout le système européen). Un tel montant ne représente que le quart du QE de la BCE, par exemple, ou une petite partie des plans de relance européens et du soutien aux banques. Non, si la tragédie grecque dure depuis si longtemps, c'est qu'il y a une autre raison. Les Allemands qui ne voudraient pas payer ? Ils sont loin d'être les seuls à payer (ils représentent seulement 22 % des fonds prêtés) et ils l'ont toujours fait jusqu'à présent, finalement sans trop rechigner. La raison est plutôt à aller chercher du côté du FMI et de ses exigences démesurées et bien trop néolibérales pour le continent européen. Un « allié » imposé par Washington en 2010, mais qui représente moins de 20 % des aides (et dont plus de la moitié a maintenant été remboursée). Un allié encombrant dont l'Europe voudrait bien se débarrasser pour gérer son problème seule, sans ingérence des États-Unis. D'autant qu'elle s'est enfin créé les moyens de le résoudre, ce problème, grâce notamment au FESF (Fonds européen de stabilité financière), puis à son successeur, le MES (Mécanisme européen de stabilité).

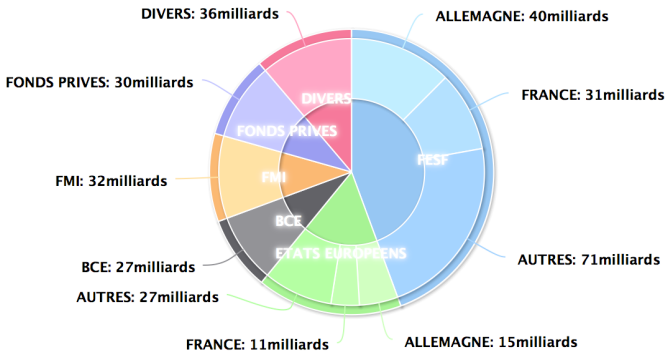
---

127 Source : Reuters, 26/05/2015.

128 Source : Guardian, 03/06/2015.

129 *« Le FMI toujours sur une ligne très dure » ; « Le FMI plus exigeant que la Commission »…* Source : Le Monde, 27/05/2015.

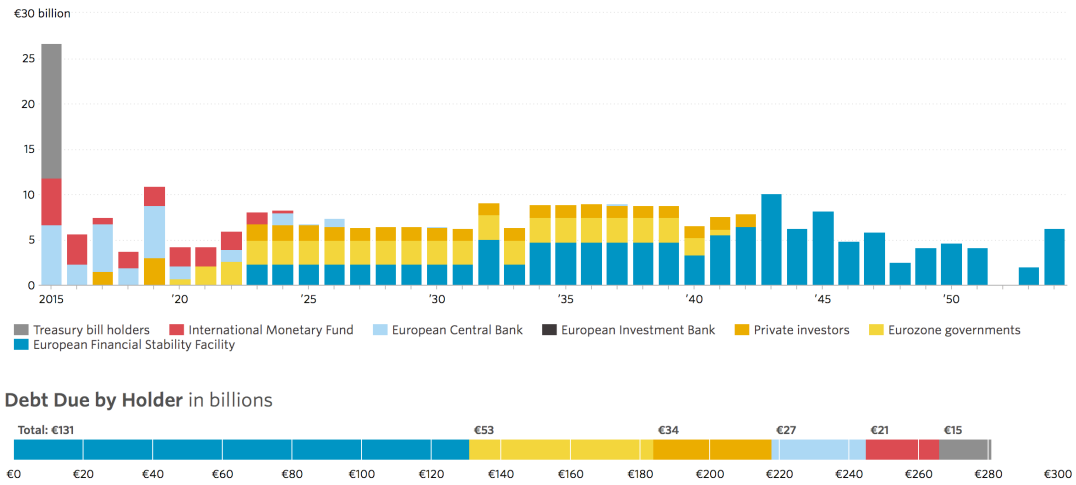
© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique



Répartition de la dette grecque (320 milliards d'euros). Source : La Croix.

L'occasion rêvée de se débarrasser du FMI

Le dénouement du problème grec est donc intimement lié à la résolution du problème FMI. Un problème qui ne vaut « plus que » 21 milliards d'euros.



Sommes dues par Athènes à ses créanciers et échéancier des remboursements. Source : WSJ.

De nombreuses sources doutent que la Grèce dispose de la somme exigée par le FMI au 30 juin (1,6 milliard d'euros), et le ministre de l'Intérieur a lui-même exclu un remboursement du FMI sans aide extérieure[130].

À en croire le ministre de l'Économie, Yánis Varoufákis[131] (qui regrette la méthode employée et aurait aimé négocier directement avec les États-membres européens), la troïka n'a en fait jamais vraiment négocié et s'est contentée d'imposer ses desiderata. Une façon de jouer au poker en pariant que la Grèce craquerait ? Peut-être. Mais surtout une gestion technocratique d'une

130 Source : RT, 25/05/2015.

131 Il faut lire cette interview très claire : Tagesspiegel, 09/06/2015.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

crise grecque aux implications éminemment politiques… et un jeu très risqué, car les messages envoyés par le gouvernement grec aux peuples européens (que ce soit les tribunes de Tsípras ou les interviews de Varoufákis dans les journaux européens) sont limpides et finissent par porter leurs fruits : qui ne comprend pas qu'ils ont raison[132] et qu'ils ont par ailleurs mis une extraordinaire bonne volonté à poursuivre les négociations sans utiliser leur argument décisif, à savoir le défaut et la sortie de la zone euro ? C'est l'idée que nous défendons depuis plusieurs mois déjà qu'il y a accord tacite entre la Grèce et l'Eurogroupe, où le gouvernement Tsípras est envoyé au combat contre le FMI et ses exigences démesurées.

Les dirigeants européens auront-ils le courage d'assumer un défaut de paiement pur et simple de la Grèce ? Vraisemblablement pas, car les conséquences sont assez imprévisibles[133]. Mais une autre solution naturelle existe, comme Varoufákis le mentionne : que le MES (qui a été créé pour cela) avance l'argent que la Grèce doit au FMI[134]. Pas de défaut de paiement, solidarité européenne et évincement du FMI (puisque celui-ci serait intégralement remboursé) : il y a beaucoup d'avantages à cette solution. Même le FMI y trouverait son compte, car il comprend bien que tout le monde est maintenant dans le même bateau et qu'il vaut mieux être remboursé par l'Europe que de continuer à mettre de l'huile sur le feu et risquer une explosion du système financier dans son ensemble. Et puis, imaginons un instant le signal qu'enverrait un refus de remboursement de la Grèce au FMI en direction de tous les débiteurs de cette institution. Le FMI envisage-t-il vraiment d'aller jusqu'au bout de la logique ? Ou tout cela n'est-il, comme nous le supposons depuis des mois, qu'une mise en scène entre des acteurs qui ont tous intérêt au changement et ont pour cela besoin d'une situation de tension extrême pour justifier leur mouvement ? La solution de Varoufákis est indéniablement le bon compromis. Mais si vraiment elle ne peut pas être appliquée, il en existe une autre, plus violente et imprévisible, mais au même potentiel de dénouement de crise.

Défaut de paiement en zone euro : rêve ou cauchemar ?

En effet, au point où en sont les négociations, l'alternative maintenant la plus crédible est plus violente : laisser la Grèce faire défaut partiel. A priori, il faudrait pour cela un courage politique bien plus grand que ce dont nos dirigeants sont capables – à moins que les atermoiements européens ne poussent Tsípras à bout (il ne faut pas oublier qu'il a là une carte majeure en main). Cette option n'est donc guère probable d'après notre équipe. Cela dit, elle aurait des conséquences intéressantes et de moins en moins taboues.

Elle obligerait en effet à remettre à plat les dettes de la zone euro (et peut-être même mondiales). Car pourquoi soulager la Grèce d'une partie de ses dettes, quand l'Espagne, l'Italie, le Portugal ou la France, par exemple, luttent eux aussi avec leur endettement ? Cela aurait le mérite de lancer une réflexion sur le sujet[135], avec la possibilité d'effacer purement et simplement

---

132 Un exemple récent en date concerne cette remarque de Varoufákis plaidant non coupable dans l'incapacité pour le gouvernement de traiter la question de l'évasion fiscale compte tenu du fait que le système judiciaire du pays est à l'arrêt faute d'argent (voir lien précédent). Que répondre à cela ?

133 Les enjeux sont bien résumés ici : Bloomberg, 25/05/2015.

134 Autre solution : que le QE de la BCE profite enfin à la Grèce…

135 Que certains ont d'ailleurs déjà commencée : 60 % de la dette publique française serait « illégitime ». De là à l'effacer, il n'y a qu'un pas. Source : Guardian, 09/06/2014.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique

une partie de la dette publique[136]. Les dettes privées ont été transformées en dettes souveraines qui écrasent les États, et pas seulement la Grèce, désormais incapables de la moindre action de relance économique. Un assainissement forcé via un défaut partiel et réfléchi aurait certes des conséquences désagréables pour quelques établissements financiers parasites, mais ce serait enfin un moyen d'apurer le système – cet apurement qui est la clé pour sortir de la crise systémique globale. La tentation doit donc être forte d'organiser le non-remboursement de certains créditeurs ou du FMI et d'enclencher un processus d'annulation de la dette, surtout dans un contexte de remontée des taux d'intérêt sur le point de réduire à néant tous les efforts d'austérité menés par les pays endettés.

La grande négociation autour du cas emblématique grec est sans doute avant tout et surtout un grand temps de réflexion et de préparation à l'application d'une solution définitive qui pourrait, après tout pourquoi pas, consister à pousser les Grecs à déclencher la grande bombe de l'annulation des dettes qui écrasent la planète.

Mais notre pronostic va tout de même au choix de solution « raisonnable » de transfert de dette sur l'Eurozone marquant la reprise d'indépendance financière du continent européen.

136 Au minimum, effacer la dette détenue par d'autres États européens ne peut pas faire de mal, mais les montants ne sont pas très élevés.

© Copyright LEAP, 2015 – ISSN 1951-6177 – Tout droits réservés
Diffusion, reproduction, modification du contenu du GEAB sans autorisation écrite de LEAP, strictement interdites.
la lettre confidentielle de LEAP
Laboratoire Européen d'Anticipation Politique